



OBSERVATIONS ÉCRITES

*soumises à la Cour européenne des droits de l'homme
dans l'affaire*

Asociación De Abogados Cristianos c. Espagne (No. 22604/18)

au nom de la

Conférence épiscopale espagnole

et du

European Centre for Law and Justice (ECLJ)

30 juin 2020

INTRODUCTION

L'affaire *Asociación de Abogados Cristianos c. Espagne* (n° 22604/18) sera jugée dans un contexte d'hostilité croissante envers les catholiques en Espagne, souvent soutenue par les institutions publiques, et visant à déchristianiser le pays. Nous assistons, par exemple, à des démolitions de croix¹, à des changements de noms de rues qui font référence à des personnes ou à des croyances religieuses², à des cérémonies religieuses interrompues par les autorités publiques sans raison d'ordre public, à des actes d'hostilité encouragés par les institutions publiques³. Le cas d'espèce est un exemple extrême d'un tel acte d'hostilité, accompli avec le soutien actif des autorités publiques, agissant contre l'article 16.3 de la Constitution espagnole, qui proclame la neutralité de l'État concernant les questions religieuses et l'obligation pour les autorités publiques de tenir compte des croyances religieuses de la société espagnole, coopérant ainsi avec l'Église catholique et les autres confessions religieuses.

Faits

Abel Azcona a volé 242 hosties consacrées pendant des messes catholiques et les a disposées sur le sol pour écrire le mot « pédérastie ». Il s'est photographié nu avec son œuvre. Entre le 20 novembre 2015 et le 17 janvier 2016, Abel Azcona a exposé 12 des hosties consacrées et les photos dans la principale et plus grande salle d'exposition de Pampelune, mise gratuitement à disposition par la ville. L'exposition était intitulée « Amen » et s'est déroulée dans une ancienne église, y compris sur l'autel. Pendant l'exposition, Abel Azcona s'est moqué des évêques, des prêtres et des croyants, en faisant circuler des photos d'eux où l'on pouvait reconnaître leurs visages⁴. Sur son compte Twitter, ces photos ont été publiées avec le message « *merveilleux prolongement de ma performance « Amen »* »⁵. Il s'est aussi vanté que des admirateurs, suivant son exemple, lui aient apporté d'autres hosties consacrées volées. Le spectacle a été présenté à nouveau en 2016⁶ et devait être exposé à Barcelone en juin 2020⁷. Abel Azcona considère son comportement comme un « art processuel », qui intègre dans la même performance à la fois l'exposition et les réactions qu'il a provoquées parmi les chrétiens⁸. Les réactions des admirateurs d'Abel Azcona sur les réseaux sociaux montrent que son exposition a généré de l'hostilité et de la haine contre les chrétiens. L'archidiocèse de Pampelune et Tudela et l'*Asociación de Abogados Cristianos* ont tous deux déposé plainte contre l'exposition. Elles ont été rejetées par les juridictions espagnoles.

Procédure

La plainte déposée par l'*Asociación de Abogados Cristianos* a été rejetée par le tribunal de Pampelune le 18 novembre 2016. L'appel contre ce jugement devant le tribunal provincial de Navarre a également été rejeté par une décision du 28 avril 2017. L'association a de nouveau fait

¹ Voir par exemple : Nicolás de Cárdenas, „El Ayuntamiento derriba la cruz de Callosa « con trampas, con mentiras y de noche »“ *Actual*, 29 janvier 2018 ; „Vall d'Uixó derriba otra polémica Cruz de los Caídos“ *La Vanguardia*, 6 juin 2018 ; „La Fiscalía de Castelló abre diligencias por el derribo de la Cruz de Betxi“ *Levante El Mercantil Valenciano*, 12 mars 2019.

² Voir par exemple : „Abogados cristianos denunciarán a Carmena si retira calles de mártires“ *ABC*, 18 août 2015.

³ Voir par exemple : „La Iglesia pide al Reina Sofía que retire la exposición «Un saber realmente útil» porque «ofende» a católicos“ *ABC*, 22 novembre 2014 ; „Abogados cristianos denuncian a Colau y poeta del "padrenuestro blasfemo"“ website *Eldiario.es*, 17 février 2016; J. M. Andrés, „Abogados Cristianos se querrela contra el rector de la Complutense por el cierre de la capilla“ *El Diario Vasco*, 18 juillet 2014.

⁴ Voir cette page de son site : <https://www.abelazcona.art/amen/> (Annex).

⁵ Ce tweet d'Abel Azcona publié le 24 novembre 2015 a été cité par le tribunal de Pampelune dans son jugement du 18 novembre 2016.

⁶ Mónica Zas Marcos, „Abel Azcona, tras plantar al juez por escribir 'pederastia' con hostias consagradas: „Que me lleven por la fuerza““ site *Eldiario.es*, 6 février 2019.

⁷ Amaia Rodríguez Oroz, „Amén“, de Abel Azcona, se exhibirá en Barcelona en junio del próximo año“ *Diario de Noticias de Navarra*, 17 décembre 2019.

⁸ Carlos Garsán, „Abel Azcona trae a Valencia su performance sexual más extrema“ *Valencia Plaza*, 20 octobre 2016.

appel devant la Cour constitutionnelle d'Espagne, qui a pris une décision d'irrecevabilité le 7 novembre 2017.

L'*Asociación de Abogados Cristianos* a introduit une requête contre l'Espagne auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : « Cour ») le 26 avril 2018. La requérante invoque une violation de l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Questions soulevées par l'affaire

Les tribunaux espagnols ont-ils respecté un juste équilibre entre le droit à la liberté d'expression du *performer* (article 10) et le droit à la liberté de religion des catholiques (article 9) ? Le vol d'hosties consacrées et leur profanation publique sont-ils compatibles avec la « *la paisible jouissance du droit garanti par l'article 9* » de la Convention européenne⁹ ? L'État a-t-il rempli son devoir d' « *organisateur neutre et impartial de l'exercice des diverses religions, cultes et croyances*¹⁰ » ?

Ces observations permettront d'examiner si les autorités espagnoles ont violé les obligations positives (1) et négatives (2) qui leur incombent en vertu de l'article 9 de la Convention.

PARTIE 1 : UNE VIOLATION DE L'OBLIGATION POSITIVE DE L'ÉTAT EN VERTU DE L'ARTICLE 9

L'État a manqué à son obligation positive de protéger « *la paisible jouissance du droit garanti par l'article 9* »¹¹.

I- Une ingérence dans le droit à la liberté de religion

A) Une forte attaque contre les croyances religieuses avec des conséquences

L'article 9 de la Convention protège à la fois le droit d'adopter une croyance (*for interne*) et de la manifester (*for externe*). La protection du *for interne* est illimitée, puisque l'adoption d'une croyance relève de la conscience elle-même et concerne donc l'être intime de la personne. La protection du *for externe* peut être soumise à des limitations, puisqu'elle concerne les actions de la personne. La profanation d'hosties consacrées (ci-après la Sainte Eucharistie) a attaqué les croyances religieuses des catholiques et donc le contenu de leur *for interne*. En effet, de nombreuses croyances et des actes étroitement liés à ces croyances ont été attaqués par l'exposition. La croyance en la Sainte Eucharistie est au centre de toute la foi des catholiques et des orthodoxes. Pour les catholiques, la Sainte Eucharistie est le Christ lui-même, c'est-à-dire Son corps, Son âme et Sa divinité¹². C'est la raison pour laquelle ils vont à la messe et reçoivent la Sainte Communion avec adoration. La conception qu'ont les catholiques des églises comme une sorte de *safe space* pour eux et pour tous a également été attaquée par le *performer*. Pour les catholiques, une attaque contre la Sainte Eucharistie est plus grave et plus violente que la détérioration d'une église ou d'un cimetière. Lors de l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, ce ne sont pas les œuvres d'art qui ont été sauvées en premier, mais l'Eucharistie. Le Code de droit canonique lui-même stipule au canon 1367 que « *Qui jette les espèces consacrées, ou bien*

⁹ *Otto-Preminger-Institut c. Autriche*, n° 13470/87, 20 septembre 1994, § 47.

¹⁰ *S.A.S. c. France* [GC], n° 43835/11, 1^{er} juillet 2014, § 127. Voir aussi : *Manoussakis et autres c. Grèce*, n° 18748/91, 26 septembre 1996, § 47 ; *Hassan et Tchaouch c. Bulgarie* [GC], n° 30985/96, 26 octobre 2000, § 78 ; *Refah Partisi (Parti de la Prospérité) et autres c. Turquie* [GC], n°s 41340/98, 41342/98, 41343/98 et 41344/98, 13 février 2003, § 91.

¹¹ *Otto-Preminger*, *op. cit.*, § 47.

¹² *Catéchisme de l'Église catholique*, 7 décembre 1992, § 1374.

les emporte, ou bien les recèle à une fin sacrilège, sera frappé d'une excommunication 'latae sententiae' réservée au Siège Apostolique », concevant ce genre d'actes comme un crime contre la religion et l'unité de l'Église. Pour ces raisons, par une attaque aussi massive (242 hosties ont été profanées), l'exposition a gravement porté atteinte à la liberté de religion des chrétiens. Le requérant a offensé les croyances des catholiques par son comportement lors des messes, en volant l'Eucharistie, par le fait qu'il a donné une énorme publicité à ce comportement, par l'exposition en question ainsi que par les nombreuses photos qu'il a publiées sur les réseaux sociaux et sur son site web.

En outre, le lieu choisi pour l'exposition était le « *Monumento a los Caídos* » (Monument aux morts), une ancienne église, immense et majestueuse, du centre de Pampelune. L'archidiocèse de Pampelune et Tudela avait fait don de ce bâtiment à la ville en 1997, à condition qu'aucun élément ne soit enlevé ou modifié de façon permanente et qu'il soit utilisé uniquement à des fins culturelles¹³. L'exposition « Amen » était située dans la plus grande salle du bâtiment, qui est également la plus grande salle d'exposition de la ville de Pampelune¹⁴. Cette salle a été une église et Abel Azcona a exposé son spectacle sur son ancien autel¹⁵, qui est le lieu le plus saint de l'église : une pierre représentant le Christ, et le lieu où est célébré le Saint Sacrifice de la Messe. L'inversion du rituel catholique, effectuée pendant la *performance*, est une offense supplémentaire grave pour les croyants¹⁶.

Afin d'évaluer l'impact de l'exposition, la Cour devra également examiner « *la plus grande partie [de son] contenu* » et sa « *tonalité générale* »¹⁷ et son « *contexte immédiat et plus général* »¹⁸. L'exposition a rassemblé 7 500 visiteurs, ce qui en fait la deuxième exposition la plus visitée de l'année 2015 à Pampelune.¹⁹ De plus, de nombreux articles de presse et reportages à la radio et à la télévision ont été publiés, montrant que cette exposition a été interprétée par tous comme une attaque contre les catholiques. Des croyants individuels ont également été personnellement visés sur les réseaux sociaux avec des photos d'eux priant Dieu de pardonner cette exposition. L'impact de l'exposition a été considérablement étendu par le biais des médias et est devenu national. Des militants anti-chrétiens ont également imité l'offense d'Abel Azcona en volant des hosties consacrées pendant les messes, en grave violation du droit canonique (canon 1367). Beaucoup d'entre eux ont publié des messages d'hostilité ou de haine sur les réseaux sociaux. Même après plusieurs années, lorsque cette question resurgit, elle continue de provoquer ces réactions. Des milliers de catholiques se sont rassemblés à travers la ville et le pays pour prier, célébrer des messes de réparation et implorer la miséricorde de Dieu.

B) L'approbation de l'attaque par les autorités publiques

D'après l'article 1 de la Convention, les États doivent garantir « *à toute personne relevant de leur juridiction les droits et libertés définis [dans la] Convention* ». À cette fin, l'État a l'obligation « *positive* » de respecter le droit à la liberté de religion : il a l'obligation de prendre des mesures

¹³ Manuel Martorell, „Polémica por el 'Monumento a los Caídos' de Pamplona: derribo o reconversión“, *Cuarto Poder*, 14 février 2017.

¹⁴ Gerardo Tecé, „Hubo una misa en la Catedral de Pamplona con párrocos subidos en el altar llamándose satanás“ interview d'Abel Azcona, *CTXT*, 17 février 2016.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Voir : *Mariya Alekhina et autres c. Russie*, n° 38004/12, 17 juillet 2018, § 225: “*as the conduct in question took place in a cathedral it could have been found offensive by a number of people, which might include churchgoers.*”

¹⁷ Voir : *M'Bala M'Bala c. France* (dec.), n° 25239/13, 20 octobre 2015, § 41 ; *Garaudy c. France* (dec.), n° 65831/01, 7 juillet 2003 ; *Seurot c. France* (dec.), n° 57383/00, 18 mai 2004.

¹⁸ *Perinçek c. Switzerland* [GC], n° 27510/08, 15 octobre 2015, § 239.

¹⁹ „La exposición 'Desenterrados' del artista Abel Azcona ha contado con 7.870 visitantes...“, *op. cit.*

pour favoriser « *la paisible jouissance du droit garanti par l'article 9* »²⁰. Ces mesures peuvent impliquer et justifier une restriction de l'exercice des droits et des libertés, comme la liberté d'expression. En effet, la Cour a reconnu qu'« *en principe on peut juger nécessaire de sanctionner des attaques injurieuses contre des objets de vénération religieuse* »²¹.

La manière dont les croyances et doctrines religieuses sont opposées ou niées est une question qui peut engager la responsabilité de l'État²². En outre, cette responsabilité « *est particulièrement importante pour les personnes ayant des opinions impopulaires ou appartenant à des minorités, car elles sont plus vulnérables à la victimisation* »²³.

En l'espèce, non seulement la municipalité a approuvé et soutenu l'exposition sacrilège, mais l'État a également décidé de ne pas sanctionner son auteur. Il a ainsi accepté une ingérence grave dans le droit à la liberté de religion de nombreux citoyens espagnols.

II- Une ingérence contraire à la loi

Le code pénal espagnol contient des dispositions sanctionnant les actes qui « *offensent les sentiments d'une confession religieuse légalement protégée dans une église ou un lieu de culte, ou une cérémonie religieuse* » (article 524)²⁴. Il sanctionne également « *quiconque, afin d'offenser les sentiments des membres d'une confession religieuse, dénigre publiquement leurs dogmes, croyances, rites ou cérémonies en public, verbalement ou par écrit, ou insulte, également publiquement, ceux qui les professent ou les pratiquent* » (article 525 § 1)²⁵.

Saisi par les requérants, le tribunal provincial de Navarre a jugé que l'exposition n'avait pas violé ces dispositions, considérant d'une part qu'elle n'avait pas de « dimension publique » et d'autre part que M. Azcona n'avait pas l'intention d'offenser les catholiques.

Toutefois, la dimension publique n'est pas requise par l'Art. 524 et il est d'autant moins exigé que l'offense se tienne à l'intérieur d'un lieu de culte. En outre, Abel Azcona a publiquement dénigré des dogmes catholiques (la transsubstantiation²⁶), des croyances (la Sainte Eucharistie), des rites (la Sainte communion et l'adoration eucharistique) et des cérémonies (messes). Selon le tribunal provincial de Navarre, « *il se dégage nettement de ses messages sur les réseaux sociaux que cette personne a la formation et les connaissances nécessaires pour saisir l'effet que peut produire chez les croyants l'utilisation d'hosties consacrées dans une mise en scène profane (performance)* »²⁷. Le performer savait donc que son action allait offenser les chrétiens et il a même fait des déclarations montrant explicitement que cette offense était un objectif de l'exposition. Le refus du tribunal espagnol d'appliquer les dispositions explicites du code pénal était donc inattendu²⁸. Par conséquent, l'ingérence dans la liberté religieuse des requérants n'était pas prévue par la loi et constitue donc une violation du droit à la liberté de religion.

Cependant, si la Cour estime que l'ingérence est prévue par la loi espagnole, elle doit alors se concentrer sur les objectifs de cette ingérence, afin de déterminer s'ils sont légitimes au regard de la Convention.

²⁰ *Otto-Preminger-Institut*, op. cit., § 47.

²¹ *I.A c. Turquie*, n° 42571/98, 13 septembre 2005, § 24.

²² *Otto-Preminger-Institut*, op. cit., § 47.

²³ *Beizaras et Levickas c. Lituanie*, n° 41288/15, 14 janvier 2020, § 108 (traduction libre).

²⁴ Traduction libre.

²⁵ Traduction libre.

²⁶ Voir partie 1, IV-A.

²⁷ Voir, dans le jugement, "Cuarto" (traduction libre de l'espagnol au français).

²⁸ Voir partie 2, III-B.

III- Les objectifs illégitimes de l'ingérence

A) Un abus du droit à la liberté d'expression

Une ingérence dans le droit à la liberté de religion peut être justifiée par le but de protéger le droit à la liberté d'expression d'Abel Azcona (article 9 § 2). Cependant, une telle justification, dans ce cas, serait fondée sur un abus du droit à la liberté d'expression. En effet, ce droit comporte « des devoirs et des responsabilités » (art. 10 § 2) qui ont été méprisés par Abel Azcona.

Les artistes et les *performers* ne sont « *pas exempts* » de ces devoirs et responsabilités²⁹, dont la portée dépend, entre autres, « *du procédé technique utilisé* »³⁰. L'étendue de ces devoirs et responsabilités est particulièrement large dans ce cas, en raison de l'utilisation d'hosties consacrées.

Dans l'affaire *E.S. c. Autriche*, la Cour a rappelé

*« Ainsi que le reconnaît le paragraphe 2 de l'article 10, l'exercice de cette liberté comporte [...] des devoirs et responsabilités. Il existe ainsi, dans le contexte des croyances religieuses, une obligation générale d'assurer à ceux qui professent ces croyances la paisible jouissance du droit garanti par l'article 9, en évitant notamment, autant que faire se peut, les propos qui, relativement à des objets de vénération, peuvent apparaître gratuitement offensants pour autrui et profanateurs [...]. En outre, les propos visant à propager, provoquer ou justifier la haine sur un fondement d'intolérance, notamment d'intolérance religieuse, échappent à la protection de l'article 10 de la Convention »*³¹.

Les devoirs et responsabilités liés à la liberté d'expression sont violés lorsque des expressions « *vont au-delà du rejet critique des convictions religieuses d'autrui et sont susceptibles d'inciter à l'intolérance religieuse, comme, par exemple, dans le cas d'attaques inconvenantes, voire injurieuses, contre des objets de vénération religieuse* »³². En outre, selon la Cour, parmi ces devoirs et responsabilités, « *dans le contexte des opinions et croyances religieuses - peut légitimement être comprise une obligation d'éviter autant que faire se peut des expressions qui sont gratuitement offensantes pour autrui et constituent donc une atteinte à ses droits et qui, dès lors, ne contribuent à aucune forme de débat public capable de favoriser le progrès dans les affaires du genre humain* »³³.

Abel Azcona, par son sacrilège provocateur (l'un des plus graves pour l'Église catholique), l'exposition dans une ancienne église et les moqueries des croyants, a dépassé le champ du droit à la liberté d'expression, et a donc violé les devoirs liés à ce droit. Sa *performance* était une « *violation malveillante de l'esprit de tolérance, qui doit [...] caractériser une société démocratique* »³⁴.

La forte publicité de cette exposition a aggravé la violation des devoirs liés à la liberté d'expression. En effet, la Cour est attentive à la portée et à la publicité du message offensant³⁵. Une plus grande protection est accordée lorsque cette portée est limitée³⁶. Le contexte historique et politique actuel d'hostilité envers les catholiques doit également être pris en compte.

²⁹ *Sinkova c. Ukraine*, n° 39496/11, 27 février 2018, § 104 (traduction libre).

³⁰ *Handyside c. Royaume-Uni*, n° 5493/72, 7 décembre 1976, § 49.

³¹ *E.S. c. Autriche*, n° 38450/12, 25 octobre 2018, § 43.

³² *E.S.*, *op. cit.*, § 43.

³³ *Otto-Preminger-Institut*, *op. cit.*, § 49.

³⁴ *Otto-Preminger-Institut*, *op. cit.*, § 47.

³⁵ *Klein c. Slovaquie*, n° 72208/01, 31 octobre 2006, § 48 : dans cette affaire, les juges ont constaté que seuls 8000 exemplaires du journal incluant l'article litigieux ont été imprimés et que ce public spécifique a pu le lire avec recul.

³⁶ *Klein*, *op. cit.*

B) Une exposition motivée par la haine religieuse et visant à blesser les catholiques

L'objectif de M. Azcona ne se limitait pas à dénoncer les actes pédophiles commis par certains religieux. Ses déclarations publiques prouvent que son but était d'offenser les catholiques. Le fait d'offenser et de blesser des catholiques n'était pas un effet secondaire ou un effet involontaire de sa prestation, mais un élément central de celle-ci, car elle aurait échoué s'il n'avait pas réussi à offenser gravement les catholiques.

C'est exclusivement à des cultes catholiques qu'Abel Azcona a participé, afin de voler la Sainte Eucharistie. Il a déclaré que son choix d'utiliser des hosties consacrées au lieu d'hosties non consacrées avait pour but d'offenser les catholiques : « *cela m'importait que [les hosties] aient de la valeur pour eux* »³⁷. À la question « *pourquoi l'avez-vous fait avec des hosties consacrées* », il a répondu : « *Parce que si je ne l'avais pas fait comme ça, vous ne seriez pas allés vous plaindre dans la rue. Et si vous n'étiez pas sortis dans la rue pour vous plaindre, toute la performance n'aurait pas eu lieu* »³⁸. En outre, Abel Azcona a choisi d'exposer non seulement les photos des hosties mais aussi douze des hosties elles-mêmes. L'objectif d'offenser les chrétiens est également démontré par les photos de catholiques offensés qu'il a publiées sur son compte Twitter et son site web. L'objectif d'offenser les chrétiens est également démontré par le choix du lieu (une église désacralisée et son autel). L'objectif a été atteint puisque l'attaque a eu un effet exclusivement sur les catholiques. Les effets sont liés à la foi catholique elle-même et les réactions contre l'exposition sont venues uniquement de la communauté catholique. Ainsi, l'attaque était une partie essentielle de l'exposition, recherchée par le *performer* avec la pleine intention de blesser le plus sacré de la religion catholique et ce qui en constitue le noyau : le Corps du Christ lui-même. Il s'agit d'un cas manifeste de haine anticatholique et d'incitation à la violence, car il a provoqué des violences contre les catholiques dans les médias et d'autres vols de la Sainte Eucharistie.

Dans l'affaire *Beizaras et Levickas c. Lituanie*, la Cour a rappelé

« les commentaires qui constituent un discours de haine et une incitation à la violence, et qui sont donc clairement illégaux à première vue, peuvent en principe obliger les États à prendre certaines mesures positives » ; « l'incitation à la haine n'implique pas nécessairement un appel à un acte de violence ou à d'autres actes criminels. Les attaques contre des personnes commises en insultant, en ridiculisant ou en calomniant des groupes spécifiques de la population peuvent suffire pour que les autorités favorisent la lutte contre le discours raciste face à une liberté d'expression exercée de manière irresponsable »³⁹.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) de 1966 oblige les États à interdire par la loi « *tout appel à la haine [...] religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence* » (article 20). Le Comité des droits de l'homme des Nations unies considère que cette disposition implique dans chaque État « *qu'une loi indique clairement que la propagande et l'appel qui y sont décrits sont contraires à l'ordre public, et prescrive une sanction appropriée en cas de violation* »⁴⁰. Le Comité a également appelé les États à « *prendre des mesures énergiques pour empêcher et interdire l'encouragement à la haine et à l'intolérance* » afin de « *satisfaire aux dispositions de l'article 20 du Pacte* »⁴¹.

³⁷ *Asociación de Abogados Cristianos*, requête déposée à la CEDH, avril 2018, § 8.

³⁸ Gerardo Tecé, „Hubo una misa en la Catedral de Pamplona con párrocos subidos en el altar llamándose satanás“, *CTXT*, 17 février 2016.

³⁹ *Beizaras et Levickas*, *op. cit.*, § 125.

⁴⁰ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 11, article 20 (dix-neuvième session, 1983).

⁴¹ Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, Comité des droits de l'homme, Observations finales, Slovaquie, CCPR/CO/84/SVN, 25 juillet 2005, § 13.

En 2011, le Conseil des droits de l'homme a appelé les États à « adopter des mesures pour criminaliser l'incitation à la violence imminente fondée sur la religion ou la conviction » (§ 5.f) et à « lutter contre le dénigrement et les stéréotypes religieux négatifs à l'égard des personnes, ainsi que contre l'incitation à la haine religieuse, en élaborant des stratégies et en harmonisant les actions aux niveaux local, national, régional et international, notamment par l'éducation et la sensibilisation » (§ 5.g)⁴².

Un cas de christianophobie

Les discriminations à l'encontre des chrétiens favorisent un climat d'intolérance. Selon Heiner Bielefeldt, ancien Rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction :

*« il n'est pas rare qu'aucune mesure ne soit prise pour réprimer les « vrais » actes d'incitation et que, dans le même temps, d'autres cas anodins soient traités avec un zèle excessif, ce qui a pour effet d'intimider certaines personnes et de donner à d'autres un sentiment d'impunité [...]. Il arrive donc souvent, dans la pratique, que les auteurs d'infractions dont la religion est celle de l'État ne soient pas poursuivis et que des personnes appartenant à des minorités religieuses soient traduites en justice sous couvert des lois contre l'incitation à la haine ».*⁴³

C'est pourquoi Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ODIHR)⁴⁴, a souligné : « la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de l'intolérance en général, qui peuvent donner lieu à des conflits et à des violences plus vastes, et plus particulièrement à l'intolérance à l'égard des chrétiens ».⁴⁵ Les institutions internationales et régionales associent souvent trois notions - antisémitisme, christianophobie et islamophobie⁴⁶. Par exemple, dans une résolution de 2017, l'Assemblée générale des Nations unies « constate avec une profonde inquiétude que le nombre de cas de discrimination, d'intolérance et de violence visant les membres de nombreuses communautés religieuses et autres dans diverses régions du monde augmente, quels qu'en soient les acteurs, notamment les cas motivés par l'islamophobie, l'antisémitisme, la christianophobie et les préjugés contre les personnes de religion ou de conviction différente ».⁴⁷ La christianophobie n'a pas encore été reconnue par la Cour comme un objectif interdit par l'article 17 de la Convention. En revanche, l'antisémitisme⁴⁸ a été reconnu, ainsi que l'islamophobie⁴⁹, alors même que cette dernière n'est pas une question raciale. L'action de M. Azcona correspond à une haine antireligieuse⁵⁰ et à une incitation à la violence⁵¹ (son

⁴² Conseil des droits de l'homme, "Combating intolerance, negative stereotyping and stigmatization of, and discrimination, incitement to violence and violence against, persons based on religion or belief", Résolution 16/18, 12 avril 2011 (traduction libre).

⁴³ Conseil des droits de l'homme, Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, A/HRC/31/18, 23 décembre 2015, § 63.

⁴⁴ L'ODIHR est une institution de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

⁴⁵ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (ODIHR), "Armenian Foreign Minister, OSCE officials at Yerevan event stress need to respect fundamental rights and freedoms, counter hate crimes in preventing discrimination against Christians, members of other religions," 21 novembre 2017 (traduction libre).

⁴⁶ Voir : Lauren Moustakas, « La notion de « christianophobie » dans les droits de l'homme », *ECLJ*, juin 2020.

⁴⁷ Assemblée générale des Nations unies, Résolution n° 72/177, « Liberté de religion ou de conviction », 19 décembre 2017, § 4.

⁴⁸ *Pavel Ivanov* (dec.), *op. cit.*, § 1 ; Voir aussi : *W.P. et autres c. Pologne* (dec.), n° 42264/98, 2 septembre 2004, § 3.

⁴⁹ *Paksas c. Lituanie* [GC], n° 34932/04, 1 juin 2011, § 88 : la Cour discute d'autres cas comme celui de l'islamophobie et de l'antisémitisme. Voir aussi : *Leroy c. France*, (dec) n° 36109/03, 2 octobre 2008, § 27 ; *S.A.S.* [GC], *op. cit.*, § 149.

⁵⁰ *Perinçek* [GC], *op. cit.*, §§ 115 et 230; *Molnar c. Roumanie* (dec.), n° 16637/06, 23 octobre 2012; *Belkacem c. Belgique* (dec.), n° 34367/14, 27 juin 2017.

⁵¹ *Hizb ut-Tahrir and Others c. Germany* (dec.), n° 31098/08, 12 juin 2012, § 73 ; *Kasymakhunov and Saybatalov c. Russia*, nos. 26261/05 and 26377/06, 14 mars 2013, § 106 ; *Kaptan c. Switzerland* (dec.), n° 55641/00, 12 avril 2001 ; *Belkacem* (dec.), *op. cit.*

exemple a également été suivi par d'autres), et est donc exclue de la protection de la Convention en vertu de l'article 17.

Toutefois, si la Cour estime que l'Espagne a poursuivi un objectif légitime en approuvant cette *performance* sacrilège, elle devra déterminer si l'ingérence (l'exposition) est proportionnée à son objectif. Dans le cas d'un tel test de proportionnalité, on peut se demander quels éléments la Cour examinera. Comment peut-on évaluer si l'acceptation d'une telle exposition était ou non nécessaire pour protéger la liberté d'expression dans le domaine de l'art ?

IV- Une ingérence non nécessaire dans une société démocratique

A) Le plus haut degré de profanation possible

La Cour est attentive au « *degré de profanation* » d'une ingérence dans le droit à la liberté de religion⁵². Un « *haut degré de profanation* »⁵³ tend à démontrer que l'ingérence n'est pas nécessaire dans une société démocratique. C'est pourquoi la Cour devra établir le degré de profanation de l'exposition « Amen » d'Abel Azcona. À cette fin, il n'appartient pas à la Cour de déterminer quelles croyances doivent être considérées comme centrales dans une religion donnée ou d'entrer dans toute autre sorte d'interprétation des questions religieuses⁵⁴. Le degré de profanation peut donc être établi sur la base du degré de sacralité de l'objet profané, selon les croyants offensés, qui sont dans ce cas des catholiques.

Le dogme catholique de la transsubstantiation établit que le pain et le vin deviennent par la consécration le corps et le sang du Christ⁵⁵. Les hosties consacrées ne sont donc pas qu'un simple symbole, mais chacune est le corps du Christ, son âme et sa divinité, c'est-à-dire Jésus lui-même qui est Dieu et Fils de Dieu. Pour cette raison, la profanation des hosties consacrées n'est pas seulement un sacrilège (un péché grave), mais le pire de tous les sacrilèges⁵⁶ sanctionnés par l'excommunication *latae sententiae* réservée au Siège Apostolique selon le Canon n° 1367. Il est difficile d'imaginer un cas plus extrême.

Les réactions du public pendant l'exposition montrent que celle-ci a profondément offensé les croyants. Une immense messe de réparation a été célébrée par l'archevêque de Pampelune, Mgr Francisco Perez (le 25 novembre 2015)⁵⁷. Des adorations eucharistiques et des prières pour la

⁵² *Wingrove c. Royaume-Uni*, n° 17419/90, 25 novembre 1996, § 60.

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ Voir : *İzzettin Doğan et autres c. Turquie* [GC], n° 62649/10, 26 avril 2016, § 69 ; *Kovaļkovs c. Lettonie* (dec.), n° 35021/05, 31 janvier 2012, § 60.

⁵⁵ *Catéchisme de l'Église catholique*, *op. cit.*, § 1376 : « Le Concile de Trente résume la foi catholique en déclarant : « Parce que le Christ, notre Rédempteur, a dit que ce qu'il offrait sous l'espèce du pain était vraiment son Corps, on a toujours eu dans l'Église cette conviction, que déclare le saint Concile de nouveau : par la consécration du pain et du vin s'opère le changement de toute la substance du pain en la substance du Corps du Christ notre Seigneur et de toute la substance du vin en la substance de son Sang ; ce changement, l'Église catholique l'a justement et exactement appelé transsubstantiation » ».

⁵⁶ *Ibid.*, § 2120 : « Le sacrilège consiste à profaner ou à traiter indignement les sacrements et les autres actions liturgiques, ainsi que les personnes, les choses et les lieux consacrés à Dieu. Le sacrilège est un péché grave surtout quand il est commis contre l'Eucharistie puisque, dans ce sacrement, le Corps même du Christ nous est rendu présent substantiellement ».

⁵⁷ 4 500 personnes ont assisté à la messe (voir : Raphaël Zbinden, « Voler des hosties pour de l'art anti-catholique ? Légal en Espagne », Portail catholique suisse cath.ch, 22 novembre 2016).

réparation de la profanation ont également eu lieu⁵⁸. Des chapelets publics⁵⁹ et des manifestations⁶⁰ ont été organisés dans la rue. De nombreux laïcs ont prié publiquement devant l'exposition. Une pétition contre l'exposition a recueilli 115 000 signatures⁶¹. Des articles contre l'exposition ont été publiés dans de nombreux pays.

Abel Azcona a provoqué ce scandale et l'a utilisé délibérément, pour se faire de la publicité. Il a vendu les photos pour près de 285 000 euros à la fin de l'exposition. Ce but commercial d'une *performance* devrait lui assurer une protection réduite de la CEDH⁶².

B) Une ingérence plus faible susceptible d'atteindre le même objectif

Selon Abel Azcona, sa *performance* visait à s'opposer à la pédophilie dans l'Église catholique.

Il est parfaitement légitime d'aborder cette question dans le cadre d'un débat public. Elle est très présente dans les médias et ne peut plus être considérée comme un tabou. On ne peut pas non plus dire que la prestation de M. Azcona ait contribué de manière positive et significative à ce débat. Dans l'affaire *Sinkova c. Ukraine*, qui portait sur une performance artistique, la Cour a estimé que « *la requérante avait de nombreuses occasions appropriées d'exprimer ses opinions ou de participer à de véritables protestations [...] sans insulter la mémoire des soldats qui ont péri et les sentiments des vétérans* »⁶³. De même, Abel Azcona disposait de nombreux autres moyens pour exprimer ses opinions sur l'Église, sans utiliser des hosties consacrées. Il aurait pu utiliser des hosties non consacrées tout en diffusant le même message.

De plus, ses attaques supplémentaires autour de l'exposition n'étaient pas nécessaires. Le fait de cibler personnellement les croyants et d'en faire des victimes faciles sur les réseaux sociaux n'a pas fait avancer le débat sur la pédophilie, mais a seulement encouragé la haine. De même, lorsqu'Abel Azcona a appelé ses admirateurs à voler et à profaner la Sainte Eucharistie, en suivant son « exemple », on ne peut pas dire que cela ait servi l'objectif de dénoncer la pédophilie. En réalité, la dénonciation de la pédophilie n'était qu'un prétexte pour blesser les catholiques par un sacrilège massif.

La Cour doit également noter, comme dans l'affaire *E.S. c. Autriche*, qu'Abel Azcona a fait une « *généralisation dépourvue de base factuelle* » sur la pédophilie⁶⁴. Par sa *performance*, il a ciblé le Christ et a accusé tous les catholiques de pédophilie. Cette généralisation n'était non seulement pas nécessaire, mais également injuste.

Cette association entre Jésus-Christ et la pédophilie n'était pas nécessaire pour ouvrir un débat sur la pédophilie dans l'Église. Si, comme dans le cas de *E.S.*, Abel Azcona avait fait un discours sur la pédophilie dans l'Église au lieu de profaner massivement des hosties consacrées, il est probable qu'il n'y aurait eu aucune réaction des croyants.

⁵⁸ „Alcalá de Henares tendrá 248 horas de adoración eucarística y reparación por la profanación de Pamplona“, *InfoCatólica*, 2 décembre 2015.

⁵⁹ „Unas 150 personas rezan el rosario frente a la exposición de Abel Azcona“, *Diario de Navarra*, 8 décembre 2015; Blanca Ruiz, „Cientos rezan el Rosario ante exposición blasfema de Pamplona“ *ACI Prensa*, 25 novembre 2015.

⁶⁰ Cristina Martín, „Profanación en Pamplona. Repugnante montaje de 'Noticias de Navarra' para criminalizar a los católicos“, *Hispanidad*, 27 novembre 2015.

⁶¹ *Asociación de Abogados Cristianos*, pétition „*Paran ya esta grave profanación pública.*“ *Change.org*.

⁶² *Pihl c. Suède* (dec), n° 74742/14, 9 mars 2017 : la Cour a souligné que l'article litigieux avait été publié sur « *un blog tenu par une petite association à but non lucratif* » ; ECHR, *Markt Intern Verlag GmbH et Klaus Beermann c. Allemagne*, n° 10572/83, 20 novembre 1989, § 33 : la Cour accepte des restrictions supplémentaires lorsqu'elles concernent un « *contexte commercial* », ce qui est le cas des œuvres d'art contemporain vendues à des prix élevés sur le marché.

⁶³ *Sinkova*, *op. cit.*, § 110 (traduction libre).

⁶⁴ *E.S.*, *op. cit.*, § 57.

Conclusion de la première partie

L'exposition d'Abel Azcona constituait une ingérence dans le droit à la liberté de religion des catholiques. Malgré l'absence de tout but légitime et la violence de l'attaque contre les catholiques, les juridictions espagnoles n'ont pas sanctionné l'exposition. Par cette acceptation de l'exposition, l'Espagne a violé son obligation positive de protéger « *la paisible jouissance du droit garanti par l'article 9* »⁶⁵. L'absence de condamnation d'Abel Azcona signifie que n'importe quels sacrilège et violence sont de nouveau autorisés contre les croyances des catholiques en Espagne.

Si la Cour ne reconnaît pas que l'autorisation de l'exposition constitue une violation de l'obligation positive de l'État en vertu de l'article 9, elle doit alors se concentrer sur l'obligation négative de l'État en vertu de l'article 9. Il ne fait aucun doute que l'appui politique direct et le soutien matériel offerts par les autorités publiques à l'exposition constituent une violation de l'article 9.

PARTIE 2 : UNE VIOLATION DE L'OBLIGATION NÉGATIVE DE L'ÉTAT EN VERTU DE L'ARTICLE 9

L'État a l'obligation négative de s'abstenir de s'ingérer illégitimement ou excessivement dans le droit à la liberté de religion, et doit être neutre et impartial dans l'organisation de l'exercice des diverses religions, confessions et croyances.

I- L'aggravation de l'ingérence par une intervention directe des pouvoirs publics

Les autorités publiques ont offert différents soutiens à la profanation, en violation de leurs obligations négatives au titre de l'article 9 :

- L'exposition « *Amen* » a eu lieu dans le *Monumento de los caídos*, une ancienne église importante et centrale appartenant à la municipalité de Pampelune. Cet emplacement a contribué à donner une visibilité importante à l'exposition.
- En outre, la municipalité de Pampelune a mis gracieusement le bâtiment à disposition pour toute l'exposition.
- La municipalité a également décidé que l'accès à l'exposition serait gratuit pour tous les visiteurs.
- La municipalité de Pampelune a payé environ 13 000 euros de frais supplémentaires générés par l'exposition. Les autorités publiques ont payé l'impression des photographies (5 200 euros), le montage de l'exposition (3 200 euros), les coûts de production tels que les cadres, de la terre, et l'impression des textes (1 200 euros), le conservateur (1 000 euros) et le gardien (2 000 euros, TVA non comprise)⁶⁶.
- La municipalité a également financé l'embauche de gardes pour contrôler les chrétiens qui priaient à l'entrée du bâtiment.
- La municipalité de Pampelune a contribué à la promotion de l'exposition.

Ce soutien offert par la municipalité est non seulement financier (estimé à plusieurs milliers d'euros) mais aussi, et surtout, politique. Offrir à M. Azcona l'utilisation gratuite de ce bâtiment est un message clair d'approbation politique. À l'entrée de l'exposition, un grand panneau portant le logo de la ville indiquait que l'exposition présentait une « œuvre politique et subversive »⁶⁷. Le panneau faisait une présentation complète de l'œuvre, mais sans aucune mention à la pédophilie⁶⁸.

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ „La exposición 'Desenterrados' del artista Abel Azcona ha contado con 7.870 visitantes, lo que le sitúa como la más vista en el antiguo Monumento a los Caídos“, *La Guía de Pamplona*, 18 janvier 2016.

⁶⁷ Le panneau est accessible en ligne : <http://romualdetpj.weebly.com/abel-azconas-documentation.html>

⁶⁸ *Ibid.*

Ce soutien a été préjudiciable aux catholiques qui ont ainsi été attaqués non seulement par M. Azcona, mais aussi par les autorités publiques. La municipalité a pris le parti de M. Azcona contre les catholiques et a encouragé son attaque.

Par ces soutiens, la municipalité a contribué activement à la profanation de la Sainte Eucharistie. Elle a gravement porté atteinte à la liberté religieuse des catholiques et a délibérément approuvé et soutenu la violence anti-chrétienne de l'artiste. En soutenant cet événement, la ville de Pampelune a exprimé son mépris, et même sa haine, envers les catholiques. Le fait que la ville ait approuvé l'exposition constitue une grave violation des devoirs de l'État, en particulier de la neutralité religieuse.

II- Une ingérence supplémentaire non prévue par la loi et sans but légitime

Selon la jurisprudence de la Cour, « *le droit des fidèles à la liberté de religion suppose que la communauté puisse fonctionner paisiblement, sans ingérence arbitraire de l'État* »⁶⁹. Ainsi, s'il y a ingérence de l'État, elle doit être prescrite par la loi et nécessaire à la poursuite d'un but légitime. Bien entendu, aucune loi n'oblige la ville à accueillir et à financer cette exposition particulière. Nous avons vu que le code pénal interdit un tel sacrilège. Les objectifs de l'ingérence des institutions publiques espagnoles ne sont pas légitimes. La ville de Pampelune ne peut prétendre protéger le droit à la liberté d'expression alors qu'elle soutient une violation des devoirs et responsabilités constitutifs de ce droit. Elle ne peut pas non plus prétendre qu'elle soutient un spectacle contre la pédophilie, puisqu'elle a mentionné son caractère « politique et subversif » mais pas l'opposition à la pédophilie⁷⁰.

III- La violation du principe de neutralité et d'impartialité religieuses de l'État

Selon la jurisprudence constante de la Cour, l'État a un « *devoir de neutralité et d'impartialité* »⁷¹. En effet, la Cour a fréquemment souligné « *le rôle de l'État en tant qu'organisateur neutre et impartial de l'exercice des diverses religions, cultes et croyances, et indiqué que ce rôle contribue à assurer l'ordre public, la paix religieuse et la tolérance dans une société démocratique* »⁷².

En accueillant, finançant et promouvant ce sacrilège, les autorités espagnoles ont soutenu une attaque violente contre les catholiques et ont donc violé leurs devoirs au titre de l'article 9.

Le devoir de neutralité de l'État implique également qu'il n'y ait pas de « *pouvoir d'appréciation de la part de celui-ci quant à la légitimité des croyances religieuses ou des modalités d'expression de celles-ci* »⁷³. Ce devoir est incompatible avec tout pouvoir discrétionnaire de l'État pour déterminer si les croyances religieuses ou les moyens utilisés pour les exprimer sont légitimes⁷⁴. Le rôle de l'État en tant que garant ultime du pluralisme religieux peut parfois l'amener à jouer un rôle de médiateur entre les parties en présence. La médiation doit être « *neutre* » et « *les autorités de l'État doivent être prudentes dans ce domaine particulièrement délicat* »⁷⁵. La médiation ne doit être fondée que sur « *une évaluation acceptable des faits pertinents* »⁷⁶.

⁶⁹ *Hassan et Tchaouch* [GC], *op. cit.*, § 62.

⁷⁰ Voir note 66.

⁷¹ Voir note 10.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.*

⁷⁴ *Manoussakis*, *op. cit.*, § 47; *Bayatyan c. Armenia* [GC], n° 23459/03, 7 juillet 2011, § 120.

⁷⁵ *Haut Conseil spirituel de la communauté musulmane c. Bulgarie*, n° 39023/97, 16 décembre 2004, § 80 (traduction libre).

⁷⁶ *Svyato-Mykhaylivska Parafiya c. Ukraine*, n° 77703/01, 14 juin 2007, § 138 (traduction libre).

Il convient de noter qu'outre la municipalité, le tribunal de Pampelune a également violé son devoir de neutralité. En effet, le juge Fermin Otamendi a qualifié les hosties consacrées de « *petits objets ronds et blancs* »⁷⁷. Le juge a prétendu donner une définition objective des hosties consacrées. Cette définition ne fait pas de distinction entre les hosties consacrées et non consacrées et révèle les convictions personnelles du juge et son mépris pour le christianisme. Cependant, il aurait dû laisser de côté ses propres non-croyances, car l'affaire concerne la protection des croyances des catholiques et non les siennes. L'important pour le jugement était de déterminer avec neutralité ce que les hosties consacrées signifient pour les catholiques, c'est-à-dire selon la foi de l'Église à laquelle ils adhèrent librement.

En outre, selon le juge Otamendi, Abel Azcona aurait traité les hosties « *avec discrétion, sans que sa conduite puisse être qualifiée d'irrespectueuse, d'offensante ou d'irrévérencieuse* »⁷⁸. Cette déclaration est également partielle. Selon l'Église catholique, « *il n'est permis à personne de garder l'Eucharistie sur soi ou de la transporter* » et « *celui qui jette les espèces consacrées, les prend ou les conserve dans un but sacrilège encourt une excommunication latae sententiae réservée au Siège Apostolique* »⁷⁹. Même la distribution de la Sainte Communion ne peut être réalisée que par l'évêque, un prêtre ou un diacre, et seulement par exception et délégation par des laïcs⁸⁰.

La Cour ne peut approuver ces déclarations d'un juge espagnol, fondées sur sa propre non-croyance en l'Eucharistie.

IV- Une incitation et une justification de la haine fondée sur l'intolérance religieuse

En approuvant, soutenant et justifiant la haine religieuse (voir partie 1, III-B et C des présentes observations écrites), les autorités publiques espagnoles ont incontestablement violé leur devoir de neutralité et l'article 9.

Conclusion de la seconde partie

La marge d'appréciation est plus étroite pour les devoirs négatifs d'un État, en particulier son devoir de ne pas s'ingérer dans le droit à la liberté de religion et, lorsque des ingérences sont nécessaires, de s'ingérer avec neutralité et impartialité. En l'espèce, non seulement les autorités publiques ont accepté l'ingérence, mais elles y ont également pris part. Elles l'ont soutenue et justifiée par un préjugé anti-chrétien. Par conséquent, les obligations négatives de l'État en vertu de l'article 9 ont été violées.

⁷⁷ Voir Annexe 9 de la requête.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ *Code de droit canonique*, 1983, can. 935.

⁸⁰ *Ibid.*, can. 910 et 230 § 3.

Annexe : Page de l'exposition « Amen » extraite du site web de Abel Azcona

<https://www.abelazcona.art/amen/> (consulté le 12 décembre 2019)

N.B. : Ces documents n'ont pas été rassemblés par l'ECLJ, mais par l'artiste lui-même, sur son site web. Cette présentation démontre la haine religieuse d'Abel Azcona.

- 1) Introduction sur la performance et le « process art » (p. 1)
- 2) Quelques paroisses catholiques visées par Abel Azcona (pp. 2-4)
- 3) Des Vidéos sur l'exposition et les manifestations (pp. 4-6)
- 4) Première exposition d'Abel Azcona à Madrid (pp. 6-7)
- 5) L'exposition à Pampelune et sa grande visibilité et publicité en 2015-2016 (pp. 8-13)
- 6) Des manifestants catholiques raillés par Abel Azcona (pp. 13-21)
- 7) Messes catholiques et homélie d'un évêque en novembre 2015 (pp. 21-28)
- 8) Des croyants catholiques en prière, raillés par Abel Azcona (pp. 29-32)
- 9) La fierté d'Abel Azcona après sa victoire judiciaire (pp. 33-34)
- 10) La préparation d'une nouvelle exposition à Barcelone en mai 2016 (p. 35)

Abel Azcona

[OBRA](#)
[PRENSA](#)
[AGENDA](#)
[BIOGRAFÍA](#)
[CONTACTO](#)


Instalación realizada por el artista *Abel Azcona* como detonante de *Amén* en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.

"En noviembre de 2015 la existencia de Abel Azcona se hizo visible y se tornó perpetua. Asistió a 242 eucaristías y con las hostias hizo la palabra "pederastia". Una parte de Pamplona se movilizó contra el artista por la exposición de su acción y la Asociación Española de Abogados Cristianos presentó una querrela contra él por "profanación". Es un artista sin medida, ni medias tintas. Utiliza la performance fusionada con el videoarte, la instalación o la escultura para indagar en derechos humanos, injusticias sociales, abuso, maltrato, desigualdad, política, terrorismo, religión y se ha especializado en la lapidación pública. No reniega de ella, sino que la incluye en sus

acciones. La reacción es parte esencial."

Peio H. Riaño. El Español

Amén es una pieza de arte procesual de dos años de duración desarrollada entre las ciudades de Pamplona y Madrid. Ambas ciudades vinculadas a la infancia del artista Abel Azcona. Al igual que otras piezas previas del artista, la obra Amén funciona como una obra detonante. El artista Abel Azcona durante los meses de junio, julio y agosto de 2015 realizó un proyecto performativo individual sin difusión, únicamente con documentación personal. La pieza se hizo pública mediante imágenes y video en el mes de septiembre y octubre, con buenas críticas y sin ningún posicionamiento en contra. Al igual que otras piezas del artista, de un desarrollo similar como *Eating a Coran* o *Political (dis)order*, Amén es una obra



Un paseante observa una de las intervenciones urbanas realizadas en Pamplona contra el artista *Abel Azcona*. Imagen cedida al proyecto *Amén* por *Diario de Noticias de Navarra* © Mikel Saiz.

Con los participantes de *The Shadow* se llamó a las iglesias y se les preguntó sobre la pederastia. Los que colgaron o contestaron mal fueron las elegidas para la acción. La cifra es por los abusos vinculados a la infancia dentro de *The Shadow*. El resto de iglesias por vinculación con la infancia del artista.



Iglesia de San Saturnino en Pamplona, una de las sedes elegidas por *Abel Azcona* para desarrollar *Amén*.



Parroquia de La Asunción en Pamplona, una de las sedes elegidas por *Abel Azcona* para desarrollar *Amén*.



Iglesia de San Ignacio en Pamplona, sede elegida del proyecto Amén.



Parroquia de Nuestra Señora del Huerto en Pamplona, una de las sedes elegidas por el artista para desarrollar el proyecto Amén.



Parroquia de Santa Mónica en Madrid, una de las sedes elegidas por el artista para desarrollar el proyecto Amén.



Parroquia de Corpus Christi en Pamplona, una de las sedes elegidas por el artista para desarrollar el proyecto Amén.



La Parroquia de Nuestra Señora Del Pilar en Madrid, una de las sedes elegidas por el artista para desarrollar el proyecto Amén.



Parroquia de San Jorge en Pamplona, sede elegida por el artista para desarrollar el proyecto Amén.



Parroquia de Santa Vicenta María en Pamplona, sede elegida para desarrollar el proyecto *Amén*.



El artista *Abel Azcona* fotografiado con cámara oculta en el interior de una de las iglesias en Pamplona.



El artista *Abel Azcona* fotografiado con cámara oculta en el interior de una de las iglesias en Pamplona.



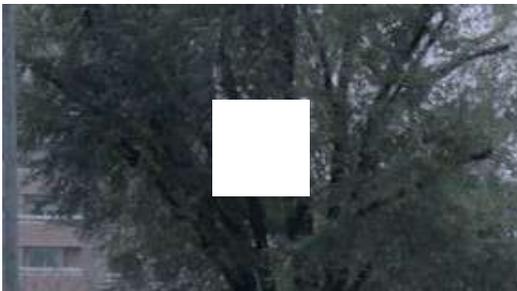
Video de la manifestación contra *Abel Azcona*. Imágenes cedidas del documental "*Abel Azcona: Born in Darkness*" de *Karlos Alastruey*.



Video de la exposición y testimonios. Imágenes cedidas del documental "Abel Azcona: Born in Darkness" de *Karlos Alastruey*.



Video de misa de reparación y protestas. Imágenes cedidas del documental "Abel Azcona: Born in Darkness" de *Karlos Alastruey*.



Video de intervenciones urbanas y testimonios en contra. Documental "Abel Azcona: Born in Darkness" de *Karlos Alastruey*.



Vídeo de manifestación en contra del fundamentalismo. Imágenes del documental "Abel Azcona: Born in Darkness" de *Karlos Alastruey*.



Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



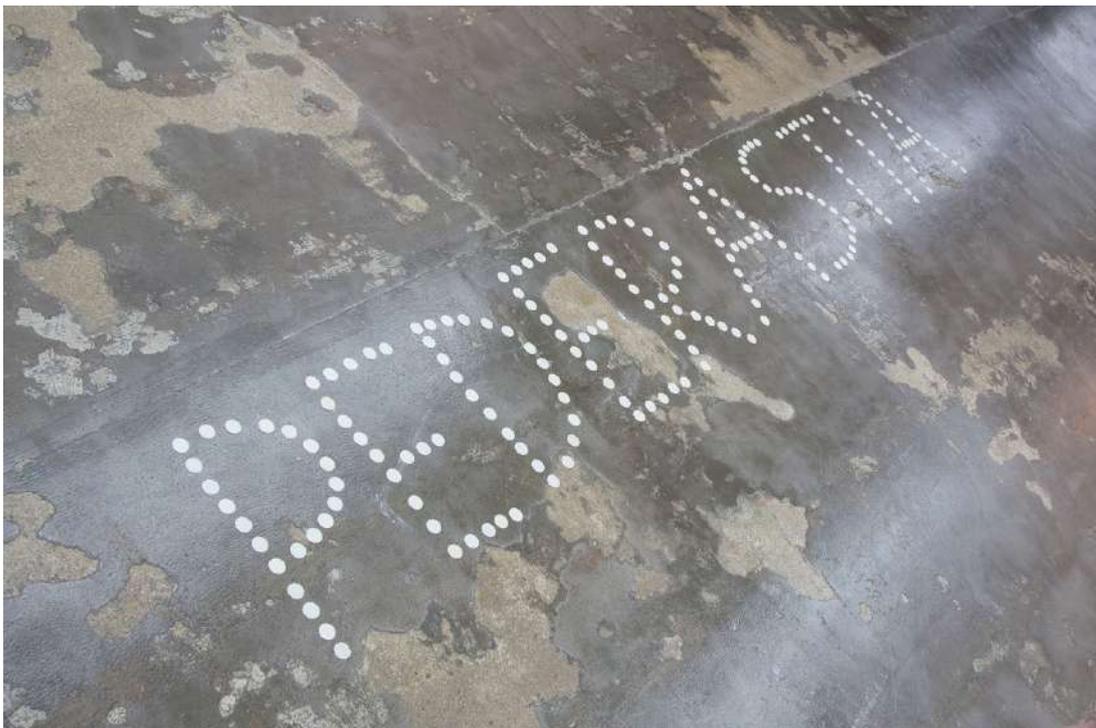
Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



Performance inicial donde el artista *Abel Azcona* realiza la instalación en *Galería Alicia Hevia* de Madrid.



Instalación realizada por el artista *Abel Azcona* como detonante de la pieza *Amén* en *Galería Alicia*

Hevia de Madrid.



Elementos de la instalación artística desarrollada por el artista *Abel Azcona* en Pamplona y Madrid.



Exposición *Abel Azcona / Desenterrados* el día de la inauguración. Cedita al proyecto *Amén* © Zenezake.



Exposición *Abel Azcona / Desenterrados* el día de la inauguración. Cedita al proyecto *Amén* © Zenezake.



Exposición *Abel Azcona / Desenterrados* el día de la inauguración. Cedita al proyecto *Amén* © Zenezake.



Exposición *Abel Azcona / Desenterrados* el día de la inauguración. Cedita al proyecto *Amén* © Zenezake.

Abel Azcona 'desentierra' gran parte de su obra en el Monumento a los Caídos

Por primera vez, Pamplona acoge una retrospectiva del artista en una muestra que estará hasta el 17 de enero y reflexiona sobre el sufrimiento propio y ajeno

de Anaía Rodríguez Oroz
de Patxi Cascaño

PAMPLONA - Seis meses atrás, Abel Azcona decidió homenajear a los fusilados en la Guerra Civil y sus familiares con la performance *Enterrados*, un trabajo centrado en el sufrimiento de los mismos con el que pretendía reflejar los horrores que el bando franquista causó y continúa causando en la sociedad. Aquella muestra artística, que provocó un fuerte impacto mediático, fue realizada frente a la fachada del Monumento a los Caídos de la plaza Sergio Eguarza -entonces denominada Conde Rodezno-. Ahora, el artista vuelve a Pamplona para exhibir, con el apoyo institucional del Ayuntamiento de Pamplona, un compendio de fotos, vídeos e instalaciones esta vez dentro del edificio, una exposición denominada *Desenterrados* y que se centra en aquella muestra escénica y además alberga gran cantidad de los trabajos realizados por Azcona alrededor del mundo.

Más de 120 fotografías, textos y testimonios, cien marcos con documentación y diversos elementos instalativos como libros, tierra, un colmillo, sillas o vídeos componen la muestra que el artista navarro presenta en el edificio municipal, con la cual pretende, en primera instancia, mostrar el trabajo realizado en la performance *Enterrados* y, por otro lado, realizar una reflexión en torno al sufrimiento propio y ajeno. "Si tierra (a de Azcona) acoge por primera vez una visión retrospectiva de su trabajo y esperamos que la inauguración tenga la significación socio-política que queremos provocar", indicó ayer la comisaria de la muestra, Marisol Salanova, en la presentación de la exposición.

El performance Abel Azcona destacó que *Enterrados* "se realizó muy bien y tuvo mucha repercusión", por lo que decidió "poder convertirlo en una exposición que llegara a más personas y un público más amplio". Por ello, dentro de la sala, se han incluido no solo fotografías de dicha acción, sino también testimonios de hijos de fusilados, una instalación con 25 sacos de tierra, un círculo de empoderamiento y distinto material documental, como libros franquistas que fueron aceptados como material escolar.

"ES UN PRIVILEGIO" Para el artista "es todo un privilegio" que los protagonistas de sus obras le permitan exponer el trabajo, y agregó que "muchas personas acudirán por primera vez al Monumento a los Caídos porque, en esta ocasión, presenta un contenido diferente". Asimismo, admitió que

el proyecto *Enterrados* fue "uno de los más complicados" que ha realizado, ya que "había de otras experiencias" que no son las suyas, por lo que cree que "se merecen ser tratadas desde el más profundo respeto". Continuó añadiendo que "en España siempre ha habido un problema, y es que a estas personas no se les ha dado vez; por esto, el arte debe ser una herramienta útil para que dárles derecho a buscar y encontrar respuestas".

"En esta sala se va a crear un proceso de empoderamiento muy grande. Sobre los cadáveres de dos asesinos, estamos homenajeando a los fusilados y familiares de la Guerra Civil, además de realizar una reivindicación colectiva. Todo esto va a dotar de una energía y una potencia a la exposición muy importante", opinó Azcona. En el mismo sentido, la comisaria Marisol Salanova agregó que "se trata de un proceso de empoderamiento de los espacios que fueron espacios de represión y ahora pertenecen a la totalidad de la ciudadanía".

"Tener esta muestra en esta sala dotará de una energía y una potencia a la exposición grandísima"

ABEL AZCONA
Artista

"La exposición es una empoderación de espacios que fueron lugares de represión en la Guerra Civil"

MARISOL SALANOVA
Comisaria



"Que Abel Azcona exponga en un edificio municipal es una muestra del cambio social"

MAIDER BELOKI
Concejal de Cultura

Por su parte, la concejala de Cultura, Política Lingüística, Educación y Deporte, Mainer Beloki, señaló que se trata de "un trabajo muy bueno tanto en estética como en intención" y agregó que "dar la oportunidad a Abel Azcona de exponer en un lugar institucional, algo que nunca había podido hacer, forma parte del cambio político y social que el nuevo Gobierno pretende llevar a cabo".

GUIÑOS A OTROS PROYECTOS La exposición se completa con guños y detalles pertenecientes a otros proyectos y trabajos. Entre ellos: *The Shadow* sobre pederastia; *Nine Container*, una crítica a la basura física y emocional; y al hombre-basura; o *Empathy and Prostitution*, un proyecto gestado y desarrollado por primera vez en Bogotá (Colombia), que después se realizó en Madrid y más tarde en Houston (Estados Unidos). "La gran mayoría de proyectos que he traído a Pamplona no hablan de mí, sino de otros colectivos, quizás poco escuchados en la sociedad, a los que doy forma y voz con una instalación", subrayó Azcona, para quien "el arte contemporáneo tiene que ser crítico, político y social, y si no lo es, no es arte contemporáneo".

La exposición contiene, además, otros elementos menores que hacen referencia a los principales trabajos del autor. De esta manera, la sala contiene información de un total de 18 proyectos del autor: *Enterrados*, *Lluvia*, *Guernica*, *Educación*, *Nine Container*, *Biological meeting*, *EXP03812*, *Visibles*, *The Shadow*, *Amn's*, *Memoria deconstruida*, *Vegetas andinas*, *Empathy and Prostitution*, *En la calle*, *El círculo*, *Las horas*, *The stars* y *Utero*. En ellos, el apoyo del texto es fundamental, pues explica el proceso artístico y de elaboración.

La muestra, inaugurada ayer, permanecerá hasta el próximo 17 de enero podrá visitarse en horario de 18.00 a 20.00 horas, de martes a viernes de 12.00 a 14.00 horas y de 18.00 a 20.00 horas, los sábados; y de 14.00 a 14.00 horas, los domingos y festivos. En Navidad, los horarios entre semana -de martes- cambiarán de 12.00 a 14.00 horas. Además, la sala estará cerrada todos los lunes y los días 25 de diciembre, 1 y 6 de enero.

Asimismo, habrá cuatro vistas guiadas -dos en euzkera y dos en castellano-, que se realizarán en presencia del propio artista. Las vistas son libres y gratuitas y tendrán una duración de 45 minutos. Estas se celebrarán el miércoles 25 de noviembre, a las 18.30 horas en castellano y a las 19.30 horas en euzkera; y el sábado 28 de noviembre, a las 18.30 horas en castellano y a las 19.30 horas en euzkera. ●

Diario de Noticias, 21 de Noviembre de 2017.

Fragmento noticia en papel. PDF Completo.

Noticia Digital.



El artista Abel Azcona, en uno de los terrazos exteriores del Monumento a los Caídos, donde expone sus trabajos.



La exposición también realza un guño a otros trabajos del artista.



La performance "Enterrados" en la plaza central de la exposición.

La exposición también realza un guño a otros trabajos del artista.

Diario de Noticias, 21 de Noviembre de 2017.

Fragmento noticia en papel. PDF Completo.

Noticia Digital.



ABEL AZCONA | DESENTERRADOS

UNA VISIÓN RETROSPECTIVA EN TORNO A LA OBRA POLÍTICA Y SUBVERSIVA DEL ARTISTA AZCONA BEHARRAKO BAT ARTISTAREN OBRA POLITIKO ETA SUBBERSIBAREN BIKULTZAN

Curaduría / Komissioitza: **Marcel Salaveu**

Sala de exposiciones de la plaza Sengoa Espazio (Plaza Conde Rodolfo, Monumento a los Caídos). Del 20 de noviembre de 2015 al 17 de enero de 2016. 2015eko azaroaren 20a 2016ko urtarrilaren 17ra Sengoa Espazio gela eta enkultutza aretoa (Rodolfo kondetaren plaza aldea, Enberraketa monumentua).

La obra "Desenterrados" del artista Abel Azcona realizada en la plaza Conde Rodolfo de la ciudad vasca Pamplona, regresa a la plaza esta vez al interior del Monumento a los Caídos. En forma de exposición retrospectiva y acompañada de una gran selección de obra política del artista. Una muestra retrospectiva y subversiva en el mejor espacio posible. Abel Azcona artista (jatorri luze iruñeko Rodolfo kondetaren plaza aldeko Enberraketa aretoa) Abel Azconaren obra politiko eta subberraketa aretoan aurkezten da. Enberraketa monumentuaren barnean. Enberraketa aretoan aurkezten da, enberraketa aretoaren onenean aurkezten den aretoa. Azconaren enberraketa aretoan, aretoaren gurekin egiten den enberraketa.



ABEL AZCONA | DESENTERRADOS

UNA VISIÓN RETROSPECTIVA EN TORNO A LA OBRA POLÍTICA Y SUBVERSIVA DEL ARTISTA

Curaduría: **Marcel Salaveu**

SALA DE EXPOSICIONES CONDE DE RODOLFO (MONUMENTO A LOS CAÍDOS)

20 de Noviembre de 2015 al 17 de Enero de 2016



"La obra "Desenterrados" del artista Abel Azcona, realizada en la Plaza de Conde Rodolfo de la ciudad vasca Pamplona, regresa a la plaza esta vez al interior del Monumento a los Caídos. En forma de exposición retrospectiva y acompañada de una gran selección de obra política del artista. Una muestra retrospectiva y subversiva en el mejor espacio posible."



El Ayuntamiento de Pamplona pide a Abel Azcona que autocensure parte de su obra

'Amén' recibe una querrela triple y la Delegación del Gobierno traslada un informe a la Fiscalía. La polémica se hace viral en los medios y las redes sociales. Robadas algunas hostias de la exposición

El Ayuntamiento de Pamplona pide a Abel Azcona que autocensure parte de su obra tras recibir una querrela triple y la Delegación del Gobierno trasladar un informe a la Fiscalía. La polémica se hace viral en los medios y las redes sociales. Robadas algunas hostias de la exposición.

El Ayuntamiento de Pamplona ha solicitado a Abel Azcona que autocensure parte de su obra tras recibir una querrela triple y la Delegación del Gobierno trasladar un informe a la Fiscalía. La polémica se hace viral en los medios y las redes sociales. Robadas algunas hostias de la exposición.

Martes, 24 de Noviembre de 2016. Diario de Noticias de Navarra.

El fiscal estudiará si ve delito en la exposición de Azcona

Asiron pide al artista que retire los contenidos polémicos

La Asociación de Abogados Cristianos presenta una querrela contra Abel Azcona

El artista admite que la exposición de Conde de Rodezno "ha suscitado el robo de una parte de la ciudadanía"

El

La

El fiscal de la Audiencia Provincial de Pamplona, Ángel de la Cruz, ha anunciado que estudiará si ve delito en la exposición de Abel Azcona, "Desenterrados". El artista ha admitido que la exposición "ha suscitado el robo de una parte de la ciudadanía".

El artista ha admitido que la exposición "ha suscitado el robo de una parte de la ciudadanía". El fiscal de la Audiencia Provincial de Pamplona, Ángel de la Cruz, ha anunciado que estudiará si ve delito en la exposición de Abel Azcona, "Desenterrados".

El Parlamento rechaza una moción de "total repulsa"

UPN y PP fueron los únicos que votaron a favor de un texto en contra de la exposición de Abel Azcona

El texto

El Parlamento foral rechazó una iniciativa de UPN, apoyada por el PP, en la que se instaba a la Cámara a mostrar su "total repulsa" por la exposición *Desenterrados* de Abel Azcona, al considerar "que atenta contra las creencias de una parte de la sociedad".

El texto, que contó con el voto en contra de las cuatro formaciones que sustentan al Gobierno, Geroa Bai, EH Bildu, Podemos e I-E, además del FSN, expresó "la voluntad para que el Ayuntamiento de Pamplona retire dicha exposición".

El portavoz de UPN, Javier Echarri, justificó esta iniciativa argumentando que la exposición

carece de "sensibilidad", "insultaba a los navarros cristianos" y "supone una "total vejación y falta de respeto".

Echarri lamentó que el resto de formaciones, excepto el PP, no condenaran este "atentado contra sentimientos religiosos", que son personales, pero están tremendamente arraigados en esta tierra", al tiempo que criticó a la presidenta Iñaki Barrionuevo, quien según apuntó mintió cuando dijo que iba a gobernar para todos.

Profanación eucarística
Por su parte, la portavoz del FPN, Ana Beltrán, expresó su rechazo a la "profanación eucarística" que realizó Azcona, un acto, a su juicio, "ofensivo" y "condenable" porque daña a muchísimas personas.

Por su parte, el portavoz de Geroa Bai, Koldo Martínez, comentó que había intentado, sin éxito, un acercamiento a la postura de UPN, ya que son "defensores de la libertad de expresión

y opinión y también de la libertad de culto y religiosos" y "una institución política debe velar por el cumplimiento y el ejercicio de las leyes".

El portavoz de EH Bildu, Adolfo Araiz, opinó que la declaración tenía "cierto tufillo de censura" e indicó que aunque son conscientes de que la exposición puede herir sensibilidades no están de acuerdo con lo que plantea el texto.

La portavoz de Podemos, Laura Pérez, criticó que se censurara la exposición, tras lo que ha precisado que "respetar absolutamente la libertad religiosa y de culto pero empezar a prohibir la libertad de expresión y de creación artística conlleva graves riesgos".

El portavoz del FSN, Santos Cerdán, manifestó que votó en contra porque entienden que debe prevalecer el derecho de expresión, muchas veces para promover "gusto o no gusto", la añadido.

Martes, 24 de Noviembre de 2017. Diario de Navarra.



AZCONA DENUNCIA EL "ROBO" DE UNA PIEZA Y EL "ATAQUE" A LAS LONAS
El pasado viernes, con motivo de la inauguración de la exposición *Desenterrados* en la fachada del Monumento a los Caídos hacia una lona de casi diez metros en la que se mostraba una imagen de Abel Azcona posando desnudo, en posición fetal. Tal como se puede comprobar en la imagen, la lona fue retirada egr y se

El caso irá al Pleno de Pamplona

Maya presentará una moción para que se retire de la sala lo relacionado con la profanación

Europa Press Pamplona

El portavoz de UPN en el Ayuntamiento de Pamplona, Enrique Maya, anunció que su grupo municipal pedirá en el pleno que se celebrará el próximo viernes que "se retire de la exposición *Desenterrados* de la sala municipal de Conde Rodezno todo elemento que guarde relación con la profanación cometida por Abel Azcona y que ha

ofendido a una gran mayoría de pamploneses". Maya afirmó en un comunicado: "Los ciudadanos nos sentimos insultados e avergonzados. Es una grave humillación para los creyentes y una vergüenza para todos, creyentes o no", argumentó.

Además, el portavoz regionalista ha defendido que "el Ayuntamiento debe representar a todos y no puede ejercer de colaborador necesario en un insulto a sus ciudadanos".

Por este motivo, UPN pedirá también en la declaración que debatirá el pleno que "se condene la profanación cometida y que se pida disculpas hacia todas las personas que se hayan sentido

ofendidas por ello". Según el portavoz regionalista, "resulta un error más grave, porque se mezcla en la misma exposición el reconocimiento a los fusilados durante la Guerra Civil con un ataque contra la conciencia de decenas de miles de pamploneses".

Flaco favor hace el Ayuntamiento, como organizador de esta exposición, a la lucha de estos familiares por la verdad, la justicia, la memoria y la reparación de estas víctimas", ha afirmado Maya.

El portavoz de UPN ha pedido que "no se mezcle la profanación con el debido respeto y reconocimiento a las víctimas y a sus familiares".

Martes, 24 de Noviembre de 2017. Diario de Navarra.



Primera concentración contra la exposición el segundo día de apertura de la muestra en Pamplona. *Diario de Noticias de Navarra* © Mikel Saiz



Ignacio Arsuaga, Presidente de Hazte Oir en la primera concentración contra el artista. *Diario de Noticias de Navarra* © Mikel Saiz



Participa en la celebración a la conmemoración que tuvo lugar ayer por el barrio de la Ayuntamiento de Pamplona.

"No pararemos hasta que el alcalde rectifique"

«Una 200 personas salieron a la calle para las manifestaciones de protesta y reivindicación por la denuncia del alcalde de Pamplona, el alcalde de Pamplona, el alcalde de Pamplona, el alcalde de Pamplona...»

El arzobispo convoca una misa de reparación

«Tras el rigor con el que se ha desarrollado la investigación de la Fiscalía y el Tribunal de lo Contencioso Administrativo...»

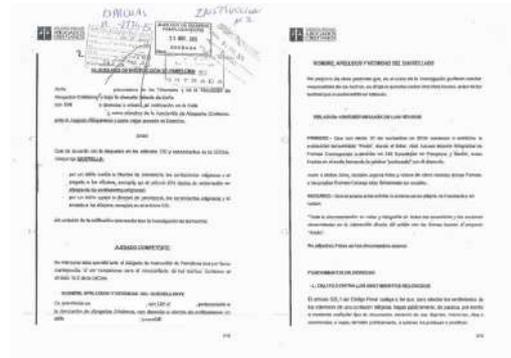
El arzobispo de Pamplona y Tudela, Francisco Javier Echeverría, ha convocado una misa de reparación por el caso de Abel Azcona...»

Martes, 24 de Noviembre de 2017. Diario de Navarra.



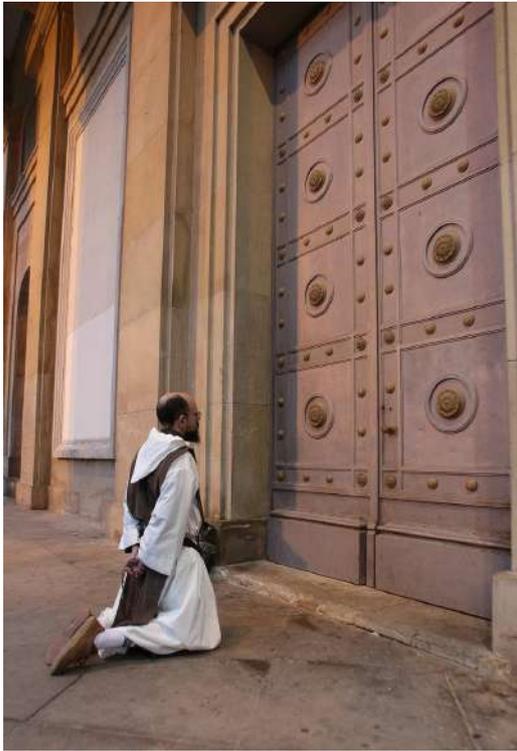
Primeras hojas de la denuncia del Arzobispado de Pamplona y Tudela contra el artista Abel Azcona.

La denuncia fue interpuesta en el Juzgado de Guardia de Pamplona el 23 de Noviembre de 2017. Tres días después de la inauguración de la exposición retrospectiva dedicada al artista en Pamplona. PDF de la denuncia completa.



Primeras hojas de la querrela criminal de Abogados Cristianos contra el artista Abel Azcona.

La querrela fue interpuesta en el Juzgado de Guardia de Pamplona el 23 de Noviembre de 2017. Tres días después de la inauguración de la exposición retrospectiva dedicada al artista en Pamplona. PDF de la denuncia completa.



Uno de los manifestantes contra la exposición del artista *Abel Azcona* formando parte de *Amén*. © Javier Bergasa



Fotografía cedida al proyecto Amén por *Diario de Noticias de Navarra*. © Javier Bergasa



Video de reapertura después del fin de semana de la polémica y difusión del proyecto *Amén* en la exposición *Desenterrados*.



Uno de los manifestantes contra la exposición del artista *Abel Azcona* formando parte de *Amén*. © Javier Bergasa



Fotografía cedida al proyecto Amén por *Diario de Noticias de Navarra*. © Javier Bergasa



Manifestantes en contra la exposición del artista *Abel Azcona* formando parte de *Amén*. © Javier Bergasa



Fotografía cedida al proyecto Amén por *Diario de Noticias de Navarra*. © Javier Bergasa



Manifestantes en el interior de la exposición del artista *Abel Azcona* formando parte de *Amén*. © Javier Bergasa



Cientos de personas en la entrada de la exposición de Abel Azcona. *Diario de Noticias de Navarra* © Javier Bergasa



Cientos de personas se reunieron para rozar el resaca a la hora en la que se abrió la sala de exposiciones. COMUNICACIÓN
Clamor contra la exposición de Azcona
Ayuntamiento y artista acuerdan que la muestra siga adelante pese a las críticas NAVARRA

Portada del Diario de Noticias de Navarra.
Miércoles, 25 de Noviembre de 2017.

La exposición 'Desenterrados'



Los periodistas que fueron el corazón de la exposición en Navarra de pintados comunistas.

El Ayuntamiento decide no retirar la exposición de Abel Azcona

Se limitará a no repetir las formas congresadas, pero mantendrá las fotografías

Por la mañana, el Alcalde Azcona había dado a entender que si el artista no le retiraba la foto el Ayuntamiento

INELC

Las fotografías de la exposición de Abel Azcona que fueron desmontadas por el ayuntamiento de Pamplona el pasado 15 de noviembre de 2017, se exponen en la sala de exposiciones de la Casa de Navarra. A pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición, el ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

que no se le pudiese "desenterrar" había decidido y que el artista no le retiraba la foto el Ayuntamiento. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

la parte política de la muestra", pero por el hecho de que el ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

ESTUPOR, INDIGNACIÓN E IMPOTENCIA

COMENTARIO
Juan José Martínez

Nunca habíamos pensado que cuando se abría una exposición de Abel Azcona, se abría una exposición de indignación y de impotencia. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

UPNA, "una arlequín"

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

En el Juzgado Número 1

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

El ayuntamiento de Pamplona decidió no retirar la exposición de Abel Azcona, a pesar de que el alcalde Azcona había dicho que se retiraría la exposición. El ayuntamiento de Pamplona decidió no hacerlo.

Miércoles, 25 de Noviembre de 2017. Diario de Navarra.



Un grupo de personas van en la sala ante la pintura 'Amén'. Foto: Javier Argente

Azcona sigue con la muestra pese a desaparecer las hostias

La pieza 'Amén' queda expuesta pero sin las formas, que ahora nadie sabe dónde están. Rezos dentro y fuera de la sala

NAVARRA.- Los tres días de Abel Azcona, se espera desde ayer intercepta al "desenterrar" según la versión del Ayuntamiento de Pamplona, las hostias que congresaban el trabajo del artista y que habían desaparecido a grupos ultraderechistas. Una representación para ser congresada en el exterior para rezo el martes. **NAVARRA 26-17**

Portada del Diario de Noticias de Navarra. Miércoles, 25 de Noviembre de 2017.

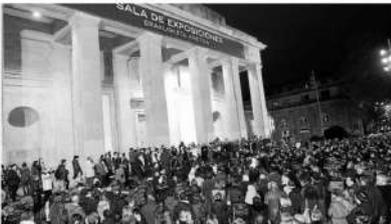
La muestra de Azcona continúa pese a "desaparecer" parte de la polémica pieza

Cientos de personas se congregaron al abrirse la exposición, dentro y fuera de la sala, para rezar el rosario. El Ayuntamiento manifestó por la mañana su voluntad de retirar el plato de las hostias y luego anunció que habían desaparecido. El artista mantiene su proyecto sin este fragmento pero sí con el resto de la obra

Á. Anasó Rodríguez/Onse

M. Javier Argandoña

ARAGONA. El arte local Abel Azcona ha decidido, por razones de seguridad, retirar una parte de su polémica obra "Quienes nos insultan prefieren acallar verdades incómodas" de la plaza Sotera España tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico. El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.



Cientos de personas se congregaron al abrirse la exposición, dentro y fuera de la sala, para rezar el rosario. Fuente: Onse



Quienes nos insultan prefieren acallar verdades incómodas. Fuente: Onse

El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

Miércoles, 25 de Noviembre de 2015. Diario de Noticias de Navarra.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

Salanova: "Quienes nos insultan prefieren acallar verdades incómodas"
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

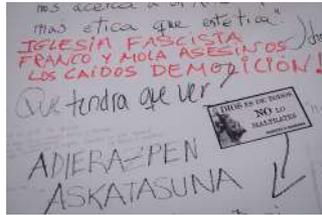
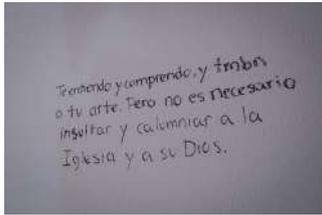
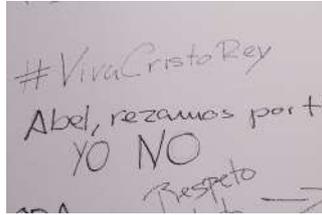
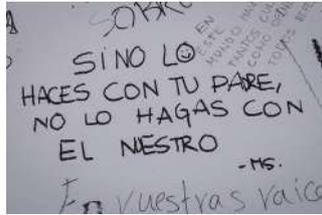
La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.

La ciudad se llena de amenazas al artista
El Ayuntamiento de Aragón ha anunciado que lo considerará gran patrimonio artístico tras haberse congregado un centenar de personas que lo consideran gran patrimonio artístico.



Miércoles 25 noviembre
Catedral de Pamplona
19:00h
Misa y Adoración
en reparación
Arzobispado de Pamplona

Hoy se conoce qué juzgado estudiará las denuncias

DN, Pamplona
 Hoy se resolverá qué juzgado de Instrucción de Pamplona estudiará la querrela y las dos denuncias interpuestas contra Abel Azcona, en atención a la información publicada ayer, que indicaba que lo haría el Juzgado de Instrucción número 1 y la Delegación del Gobierno en Navarra (ante la Fiscalía). Al haberse presentado la querrela en el Decanato, va por reparto, de modo que hoy se decidirá qué juzgado de Instrucción la estudiará. Y en cumplimiento con las dos denuncias, ese mismo juzgado notificará las querrelas presentadas por el Arzobispado y la Delegación.

Barkos deja el problema en manos del alcalde Asiron

Europa Press, Pamplona
 La presidenta del Gobierno de Navarra, Lize Barkos, ha considerado "insultante" y "pasos atrás" la "expresión de diferenciación tan profunda" entre la exposición de Abel Azcona y "cuáles han sido protesta". En declaraciones a los medios de comunicación, Barkos no quiso entrar en polémica y añadió que "a partir de ahí habíamos de una exposición en la que la gestión que se ha hecho desde el Ayuntamiento de Pamplona, corresponde valorar exclusivamente al alcalde y no lo voy a hacer". La exposición abrió ayer a las 18 horas con las fotografías, como acordaron Ayuntamiento y artista, pero si ocn las fotografías es las que aparecen ocn ocuparse con las hostias y la palabra "pedemata". En el interior, con más público del habitual en una exposición en miércoles, pudo verse a alguna persona restando.



Unos quinientos fieles llenaron la Catedral de Tudela.



Los sacerdotes concelebrantes se preparan en la sacristía.

Jueves, 26 de Noviembre de 2015. Diario de Navarra.



Mons. Francisco Pérez González, en la Santa Misa de reparación por la profanación, que tuvo lugar en la Catedral de Pamplona el 25 de noviembre de 2015.

Queridos hermanos:

1. El ser humano es un ser necesitado de muchas cosas, pero lo que le distingue de otros seres vivos, la diferencia genética más honda que lleva dentro, es que es necesitado de amor: de amar y de ser amado. Lo que nos une es rezar y reparar, ante el Señor, lo que más nos duele: que se le ofenda. Él nos enseña a mirar con sus mismos ojos de la Verdad, de la Justicia, del Amor y de la Misericordia.



Agradezco de corazón el testimonio que estáis dando aquí y en tantos lugares de Navarra y agradezco también los casi cien mil testimonios de todos los cinco Continentes que se adhieren a esta celebración y ruegan que se respete aquello que es lo más sagrado para los cristianos-católicos que es la Eucaristía.



Lo expresa muy bien San Juan Pablo II cuando dice: «El hombre no puede vivir sin amor. No puede comprenderse a sí mismo, su vida está privada de sentido si no se le revela el amor, si no se encuentra con el amor, si no lo experimenta y lo hace propio, si no participa en él vivamente». Hasta tal punto es así que el ser amado, el sentirse amado, es lo que da sentido a su existencia, lo que le hace vivir la experiencia de sentirse redimido, de sentirse salvado.



Como Arzobispo de la sede episcopal de Pamplona, como sucesor de los Apóstoles en esta Diócesis, recogiendo el sentir del pueblo cristiano no sólo de aquí sino de todo el mundo, me veo en la obligación de decir que la verdadera libertad de expresión no comprende un supuesto derecho a la ofensa o un desprecio a lo más sagrado. El amor no sólo redime a la persona, sino que rehace la vida social. Descubriéndose amado por Dios, el ser humano comprende su propia dignidad trascendente, aprende a salir al encuentro del otro creando una red fraterna y solidaria de relaciones humanas.



Ese amor que redime a la persona y a la sociedad tiene su máxima expresión en la Eucaristía, el gran sacramento del amor. Como

dice Benedicto XVI en la Exhortación Apostólica 'Sacramentum caritatis': "Cada celebración eucarística actualiza sacramentalmente el don de la propia vida que Jesús ha dado voluntariamente en la Cruz, por nosotros y por el mundo entero". Como Arzobispo de la sede episcopal de Pamplona, como sucesor de los Apóstoles en esta Diócesis, recogiendo el sentir del pueblo cristiano no sólo de aquí sino de todo el mundo, me veo en la obligación de decir que la verdadera libertad de expresión no comprende un supuesto derecho a la ofensa o un desprecio a lo más sagrado. La cultura es belleza y armonía. Es patrimonio de fe y vida que nuestra tierra de Navarra goza desde siglos. La Eucaristía es el signo sacramental de la más excelsa hermosura que existe en toda la historia de la humanidad.

2.- La Eucaristía es el sacramento de la entrega, el gesto de amor más sublime que nos dejó Jesús en la tierra. Es un encuentro transformador con el Señor en su palabra y en su sacrificio de amor, que nos lleva a brindar esperanza, perdón, sanación y amor a cuantos lo necesitan, en particular a los pobres, a los desheredados y oprimidos, compartiendo sus vidas y anhelos y caminando con ellos en busca de una vida humana auténtica en Cristo Jesús.

Como nos recuerda el Papa Francisco: "Hoy hay una gran falta de esperanza en el mundo, por ello la humanidad necesita escuchar el mensaje de nuestra esperanza en Jesucristo. La Iglesia lleva este mensaje a todos y, en especial, a los que, aun habiendo sido bautizados, se han alejado de la Iglesia y viven sin referencia a la vida cristiana". En realidad, quien celebra la Eucaristía no lo hace porque se considera o quiere parecer mejor que los demás, sino precisamente porque se reconoce siempre necesitado de ser acogido y regenerado por la misericordia de Dios.

La Eucaristía es el signo más tangible del amor de Dios por el hombre, ya que renueva permanentemente su sacrificio por amor a nosotros; es el misterio de nuestra unión profunda con Cristo. A través de Ella, Cristo quiere entrar en nuestra existencia y permearla de su gracia. ¡El amor es entrega y donación! Y en la Eucaristía, Dios se entrega y se dona completamente a nosotros. Nutrirnos del 'Pan de vida' significa entrar en sintonía con el

corazón de Cristo, significa entrar en un dinamismo de amor y convertirnos en personas de paz, personas de perdón, de reconciliación, de compartir solidario.

La Eucaristía constituye la cumbre de la acción de salvación de Dios: el Señor Jesús, haciéndose pan partido por nosotros, vuelca, en efecto, sobre nosotros toda su misericordia y su amor, de tal modo que renueva nuestro corazón, nuestra existencia y nuestro modo de relacionarnos con Él y con los hermanos. Hago un llamamiento a la conciencia humana y cristiana de todos para que seamos sensibles ante los problemas que están presentes en nuestra sociedad. Por favor defendamos el derecho a la vida, al matrimonio y a la familia, la educación de los niños y jóvenes, el servicio al bien común, a los más débiles y necesitados, la verdadera cultura del trabajo, la paz entre las naciones... La Iglesia quiere ser mensajera de la civilización de la verdad y la justicia, la paz y el amor, esa civilización que sólo Dios nos puede ofrecer.

Hoy Jesús también se dona a nosotros en la Eucaristía, comparte nuestro mismo camino, se hace alimento, el verdadero alimento que sustenta nuestra vida, incluso en los momentos difíciles que nos tocan vivir. Cada vez que celebramos la Eucaristía, derrotamos el gran pecado del individualismo, del rencor y lo mejor de nosotros mismos se convierte en ofrenda al Padre. Nuestras zonas oscuras son iluminadas. La Eucaristía nos devuelve cada día el gozo de pertenecer a "aquellos que buscan al Señor con corazón sincero", nos convierte en parábola del mundo que Dios quiere, mostrando que, en medio de nuestras debilidades, es posible vivir como hermanos y amarnos como Cristo nos ama.

Pero el sacramento de la Eucaristía no se puede separar del sacramento de la caridad. No se puede recibir el cuerpo de Cristo y sentirse alejado de los que tienen hambre y sed, de los enfermos, de los que sufren el drama del paro, de los que están excluidos de la mesa del bienestar, de los que viven una vida vacía, sin sentido... Jesús instituyó la Eucaristía durante la Última Cena. Entonces nos entregó el Mandamiento del Amor: "Amaos los unos a los otros como Yo os he amado". Ahí radica la estrecha relación entre la Eucaristía y el

compromiso de la caridad.

La Eucaristía debe ser fuente de caridad para con nuestros hermanos, y es para nosotros el gran sacramento del amor de Dios, el gran sacramento de la Caridad y la fuente de ese amor de Dios que nosotros queremos encarnar y significar en favor de los últimos, de los pobres y excluidos.

El significado de la Eucaristía es la comprensión del amor. Así lo explicaba la Beata Madre Teresa cuando decía que “Cristo comprendió que teníamos un hambre inmensa de Dios. Comprendió que habíamos sido creados para ser amados, y así Él se convirtió en el Pan de Vida. Él también quiere darnos la oportunidad de transformar nuestro amor por Él en acción viva. Él se convierte en el hambriento, no sólo de pan sino de amor. Él se convierte en el desnudo, no sólo por un manto que lo abrigue, sino por ese amor, por esa dignidad humana. Él se convierte en el que no tiene hogar, no sólo por ese lugar en un pequeño cuarto, sino por ese sincero y profundo amor hacia el prójimo, que es la Eucaristía. Este es Jesús, el Pan Vivo. El que ha venido a compartir su divinidad con nosotros”.

3.- Cuando uno contempla el crucifijo, entiende lo mucho que Jesús nos amó. Cuando uno contempla la Sagrada Eucaristía, entiende lo mucho que Jesús nos ama ahora. Oremos para que la participación en la Eucaristía nos comprometa a seguir al Señor cada día, a ser instrumentos de comunión, a compartir con Él y con nuestro prójimo aquello que somos.

Entonces nuestra existencia será verdaderamente fecunda.

Esta tarde, una vez más, el Señor se hace don y distribuye para nosotros el pan que es su Cuerpo. Y también ahí, nosotros experimentamos la solidaridad de Dios con el hombre, una solidaridad que no se acaba jamás, una solidaridad que nunca termina de sorprendernos: Dios se hace cercano a nosotros en el sacrificio de la Cruz, se abaja entrando en la oscuridad de la muerte para darnos su vida que vence el mal, el egoísmo, la muerte. Acerquémonos siempre a la Eucaristía con un corazón limpio, lleno de gracia y lleno de misericordia y caridad.

Para acabar quiero dirigirme a los más jóvenes: Sois muchos los que en estos días os habéis sentido conmovidos por la necesidad de reparar esta ofensa y que os habéis preguntado por el sentido de estos acontecimientos. Quizá también os hayáis interrogado por el sentido de vuestra propia vida: ¿Qué ha hecho y hace Cristo por mí? ¿qué debo hacer yo por Cristo y por mis hermanos que tanto lo necesitan? No son tiempos para echarse en el sofá y ver la vida de largo. Cristo os llama, Cristo os necesita para transformar el mundo.

Ruego a María del Sagrario (La Real) que nos ayude a ser testigos vivos de Cristo Eucaristía y nunca odiamos a nadie, hablemos con rencor de nadie, insultemos a ninguno y respetemos desde la oración y desde el amor misericordioso a todos. Así lo hizo la Virgen al pie de la Cruz. Vamos a soñar juntos en una Pamplona y una Navarra que se dejen inundar por el manantial de gracia y salvación que brota del costado abierto de Jesucristo presente en la Eucaristía.





Una parte de la exposición 'Desenterrador', del artista Abel Azcona. Cinco de personas protestan a la entrada de la catedral de Pamplona. 11/11/15

Cientos de personas acuden a una misa de desagravio por la muestra de Abel Azcona

Lluís Barrios consideró "saludable" y "razonable" la diferencia entre la exposición del artista y quienes protestan

La Misma Realidad / **Diego**
El Papa Concilio
Navarra - La comunidad católica acudió ayer en masa a las misas de "desagravio" o "reparación" que se celebraron en la catedral de Pamplona por la muestra de arte de Abel Azcona. El papa Francisco, en su mensaje de Navidad, pidió que se respete la libertad de expresión y la conciencia de los ciudadanos, que en la Encíclica "Laudato si" ha llamado a la "ecología integral" y a la "ecología humana".

La Misma Realidad / **Diego**
El Papa Concilio
Navarra - La comunidad católica acudió ayer en masa a las misas de "desagravio" o "reparación" que se celebraron en la catedral de Pamplona por la muestra de arte de Abel Azcona. El papa Francisco, en su mensaje de Navidad, pidió que se respete la libertad de expresión y la conciencia de los ciudadanos, que en la Encíclica "Laudato si" ha llamado a la "ecología integral" y a la "ecología humana".

Jueves, 26 de Noviembre de 2015. Diario de Noticias de Navarra.



Pintadas en Pamplona contra el artista Abel Azcona.



Pintadas en Pamplona contra el artista Abel Azcona.



Pintadas en Pamplona contra el artista Abel Azcona.



Pintadas en Pamplona contra el artista Abel Azcona. Cedita al proyecto Amén por Diario de Noticias de Navarra © Mikel Saiz.



Un rosario por Abel Azcona

Polémica en Pamplona por la exhibición de unas fotos de las esposas con los que el artista escribió la palabra 'pederastia'

1. Ana María Rodríguez/El Financiero

El rosario se inicia en la plaza de la Catedral de Navarra, una zona que desde la Asociación Española de Pedagogía Católica y la Comisión de Pedagogía Católica y el Ayuntamiento de Pamplona que en un momento de la historia que se celebró en el año 1980, para que se celebrara una exposición de fotos de las esposas con los que el artista escribió la palabra 'pederastia'.

El rosario se inicia en la plaza de la Catedral de Navarra, una zona que desde la Asociación Española de Pedagogía Católica y la Comisión de Pedagogía Católica y el Ayuntamiento de Pamplona que en un momento de la historia que se celebró en el año 1980, para que se celebrara una exposición de fotos de las esposas con los que el artista escribió la palabra 'pederastia'.

El rosario se inicia en la plaza de la Catedral de Navarra, una zona que desde la Asociación Española de Pedagogía Católica y la Comisión de Pedagogía Católica y el Ayuntamiento de Pamplona que en un momento de la historia que se celebró en el año 1980, para que se celebrara una exposición de fotos de las esposas con los que el artista escribió la palabra 'pederastia'.



Cientos de personas rezando el Rosario en la puerta de la exposición. Fotografía © Sesma / Buxens.

El Diario de Navarra, periódico conservador y católico, realizó una galería completa de las concentraciones y manifestaciones durante la exposición del artista Abel Azcona.

Noticias de Guipúzcoa.



Cristo murió por mí, yo viviré para Él
 En reparación de la profanación eucarística



Martes 24

Rosario frente a la sala de exposición de Conde Rodezno a las 18H

Miércoles 25

Misa en la Catedral de Pamplona, a las 19H



Dos menores orando delante de la pieza.
 Fotografía cedida al proyecto Amén por *Diario de Noticias de Navarra* © Unai Beroiz



Calendar grid for November 2015 with a red highlight for the 29th. Legend: Turno libre (green), Turno con un exaño (yellow), Turno por día o más exaños (red). Note: Los fines de semana son días de ESPINA.

Calendar grid for November 2015 with a blue highlight for the 29th.



Decenas de personas escuchan leer por la mañana a la exposición 'Desobediencia'.

La muestra de Abel Azcona continúa con normalidad

Cientos de personas han pasado ya por la sala, que mantendrá la exposición hasta el 17 de enero

Arantzazu Rodríguez Orive / El Navegante. La capacidad de Desobediencia, el último de Abel Azcona, ha sido de 10 personas. Los días de la exposición han sido de 10 personas. Los días de la exposición han sido de 10 personas. Los días de la exposición han sido de 10 personas.



Los jóvenes también reaccionan ante 'Desobediencia' en la plaza. 'Normalidad', que lleva el mismo nombre, pero es de carácter más político. En el momento de la inauguración, se le dio un carácter más político. En el momento de la inauguración, se le dio un carácter más político.

Respeto por Navarra pide un periodo de reflexión

Después de haber recuperado la calma y el respeto por la tradición y el patrimonio de Navarra.

Navarra. Después de haber recuperado la calma y el respeto por la tradición y el patrimonio de Navarra. Después de haber recuperado la calma y el respeto por la tradición y el patrimonio de Navarra. Después de haber recuperado la calma y el respeto por la tradición y el patrimonio de Navarra.



Domingo, 29 de Noviembre de 2015. Diario de Noticias de Navarra.



Servicio Comunitario de la Policía Local de Pamplona. Una concentración de personas en Pamplona.

Unas 900 personas exigen que se retire la exposición de Azcona

Las manifestaciones reaccionan a las plagas de la Iglesia. Los vicentinos se piden respeto por Azcona

Las autoridades reaccionan ante el cierre de la exposición de Azcona. Los vicentinos se piden respeto por Azcona

Las autoridades reaccionan ante el cierre de la exposición de Azcona. Los vicentinos se piden respeto por Azcona

Las autoridades reaccionan ante el cierre de la exposición de Azcona. Los vicentinos se piden respeto por Azcona

Viernes, 27 de Noviembre de 2015. Diario de Navarra.



Primera concentración contra la muestra de Abel Azcona. Cedita al proyecto Amén por Diario de Noticias de Navarra © Iban Aguinaga.



Primera concentración contra la muestra del artista Abel Azcona en el Ayuntamiento de Pamplona. Diario de Navarra © Javier Sesma.



Manifestación por la "Iruña de todos", hoy en Autobuses

Los manifestantes exigen por mantener la Iruña de todos. Hoy en Autobuses

Frente al Ayuntamiento de Pamplona
Jueves 26 Noviembre
19:00 horas

Concentración

Por el cierre de la exposición blasfema



La ultraderecha católica utiliza la muestra "blasfema" de Azcona para dañar a Asiron

La juez rechaza la clausura cautelar de la pieza 'Armen' ya que las hostias consagradas del artista han desaparecido

La juez rechaza la clausura cautelar de la pieza 'Armen' ya que las hostias consagradas del artista han desaparecido

La juez rechaza la clausura cautelar de la pieza 'Armen' ya que las hostias consagradas del artista han desaparecido

La juez rechaza la clausura cautelar de la pieza 'Armen' ya que las hostias consagradas del artista han desaparecido



Los ultracatólicos rabian 'Asiron, ejecución'

Los ultracatólicos rabian 'Asiron, ejecución'

Viernes, 27 de Noviembre de 2015. Diario de Noticias de Navarra.

Martes, 1 de Diciembre dice 2015. Diario de Noticias de Navarra.



Jiba. Instrucción nº 2
el San Roque, 4 - 2ª Planta
Pamplona/Iruña
Teléfono: 941.42.42.03
Fax: 941.42.42.14

Sección: A
Procedimiento: DILIGENCIAS PREVIAS
Nº Procedimiento: 00087742016
NIC: 2120143220150027468
Resolución: 016

CÉDULA DE CITACIÓN DE INVESTIGADO

Por haberse acordado por este Tribunal en resolución de esta fecha, dictada en el procedimiento Diligencias Previas nº 0008774/2016, se le cita a Vd. para que comparezca en este Órgano judicial, con sede en c/ San Roque, 4 - 3ª Planta de Pamplona/Iruña, el día 25 de febrero del 2016 a las 09:30 horas, en J-Instrucción nº 2, a fin de prestar declaración en calidad de INVESTIGADO, sobre presunto delito de contra la libertad de conciencia.

a) Se le hace saber que es necesaria la asistencia letrada para esta declaración por lo que DEBERÁ COMPARECER ASISTIDO DE ABOGADO, en caso contrario se le designará Letrado del turno de oficio para que le asista (art. 767 Ley Enjuiciamiento Criminal - LECr).

Si no tuviera derecho a la asistencia jurídica gratuita tendrá la obligación de satisfacer los honorarios del Letrado de oficio (art. 121 LECr).

b) Se le informa que tiene OBLIGACIÓN de comparecer y que de no hacerlo, sin alegar causa legítima, la orden de comparecencia podrá convertirse en ORDEN DE DETENCIÓN (art. 487 LECr).

c) Al personarse ante el Juzgado deberá presentar esta cédula y su documento de identidad.

Para que sirva de citación a la persona cuyo nombre y dirección consta al pie de la presente, extendiendo esta cédula en Pamplona/Iruña, a 08 de febrero del 2016.

EL/LA LETRADO DE LA ADMINISTRACIÓN DE JUSTICIA

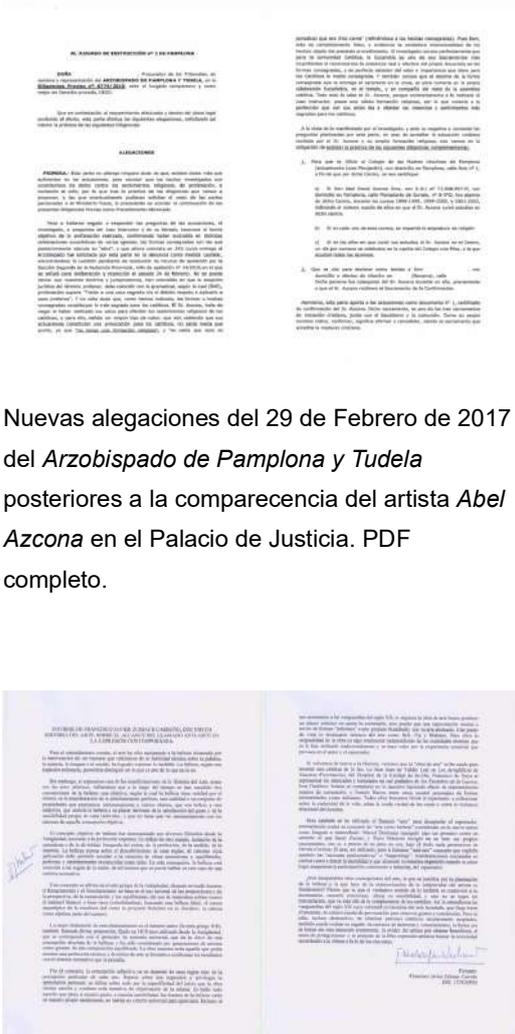


Citar a: ABEL AZCONA MARCOS.
Domicilio: CALLE MUTILVA BAJA/MUTILVABETI KALEA
PAMPLONAIURUNA (31005)
Teléfono:





El artista Abel Azcona saliendo de los Juzgados de Pamplona. © Pablo Lasasa.



Parroquia
San Vicente de Paúl
Pamplona 31011
España

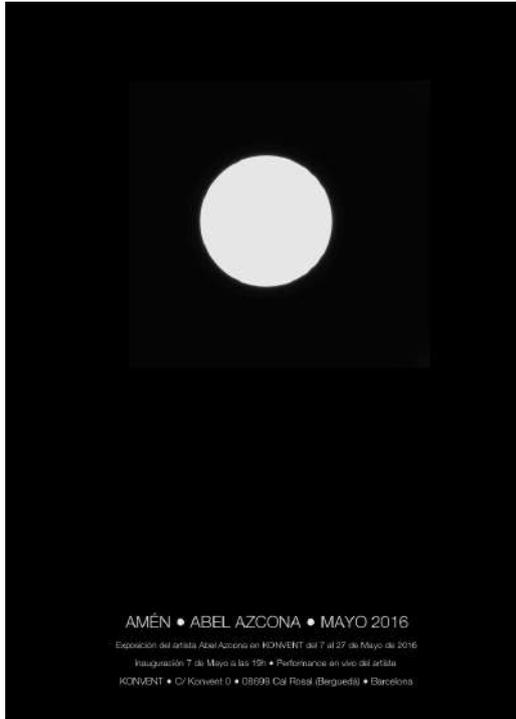
Virgen del Pay 13
entrepuerta
if: 948 252183

Como cura Párroco de esta Parroquia de San
Vicente de Paúl

CERTIFICO que D. Abel AZCONA EMA, consta en
el libro I de Confirmados de esta parroquia folio 76, como
confirmado el día 14 de Mayo de 2003 por el Sr.
Arzobispo D. Fernando Sebastián.
Y a petición de parte expido la presente certificación en
Pamplona a 26 de Febrero de 2016.

Luis M^o Aramendia Esparza, párroco





L'art salvatge d'Abel Azcona astora el Konvent

► La performance de l'artista navarès marca la inauguració de l'exposició del mes del centre cultural berguedà

Ornitica

Son els aproximadament dos quarts de vuit del vespre. Dins del saló d'actes del Konvent de Cal Rosal, tres figures d'Abel Azcona s'instal·len en l'espai i comencen a desenvolupar una performance basada en gestos i moviments molt simples. Els artistes, vestits amb roba fosca, semblen estar agudant l'orella i fent un joc de mirades amb els altres. Els gestos són molt precisos i semblen estar agudant l'orella i fent un joc de mirades amb els altres. Els gestos són molt precisos i semblen estar agudant l'orella i fent un joc de mirades amb els altres.



Abel Azcona representa la seva obra artística a la Capella del Monestir de Cal Rosal

La seva obra artística a la Capella del Monestir de Cal Rosal. La seva obra artística a la Capella del Monestir de Cal Rosal. La seva obra artística a la Capella del Monestir de Cal Rosal.

El artista Abel Azcona durant la construcció de la instal·lació en Konvent Contemporary Art Center. Fotografia Jordi Plana.

